

**Les 7, 8 et 9 juin
à Presles (Val-d'Oise)**



LA FÊTE !

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller**
p. 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

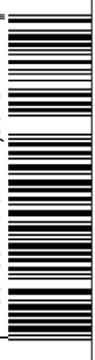
**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1818 - 6 juin 2003 - prix : 1 €

Obligeons Chirac et Raffarin à remballer leurs projets, sinon nous le paierons cher à l'avenir



M 06189 - 1818 - F - 1,00 €



Sommaire

Retraites :

- p 4 ■ Le personnel de l'Éducation nationale en lutte
- La grève du 3 juin à France Télécom, à La Poste à Paris
- Le PS et le projet Fillon
- p 5 ■ SNCF : la journée du 3 et après
- Métro et bus parisiens, ce n'est qu'un début
- p 6 ■ Retraites et démographie
- La CSG, "un impôt sécu" qui pèse
- P 7 ■ La journée du 3 juin à Marseille, Lyon, Saint-Brieuc, Grenoble et dans les transports aériens

Fête de Lutte Ouvrière

Pages 1, 11 et 14
 tout le programme et le plan de la fête

Tribune

P.6 ■ La stratégie des confédérations

Leur société

p 8 ■ La prétendue stabilisation du chômage ; grève des médecins urgentistes ; hôpitaux de Paris ; les agriculteurs et la PAC

Dans le monde

p 9 ■ En Irak : des tortionnaires à l'image de l'impérialisme

■ Fausses et vraies raisons pour une sale guerre

p 10 ■ Le sommet du G8 ; farce diplomatique et hypocrite

■ un camouflet pour le PS

p 11 ■ Chirac fait sa pub ; s'attaquer vraiment au système !

P 12 ■ Russie : Poutine et son G8

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE LES 7, 8 ET 9 JUIN



Pour venir des différentes villes...

La fête de Lutte Ouvrière est également un rassemblement national de nos camarades, amis et sympathisants. Des cars et des trains leur permettent de se rendre à Presles à partir de leur région. Tous les départs annoncés ont lieu le samedi 7 juin (sauf mention spéciale). Les transports sont, selon les cas, des autocars ou le train.

Bretagne

Brest : 4 h 30, Gare SNCF.
 Lanester : 5 heures, place de l'Aulne
 Rennes : 7 h 30, parking métro Poterie
 Saint-Brieuc : 6 heures, place de la Liberté

Centre

Bourges : 6 heures, parking du Centre nautique.
 Châteauroux : 6 h 30, parking de l'Escale.
 Limoges : 5 heures, parking

Haut-du-Champ-de-Juillet.
 Montargis : 7 h 30, place du Pâtis (devant la poste).

Nevers : 6 h 30, Maison de l'Agriculture.

Orléans : 8 heures, Centre commercial Émile-Zola.

Tours : 7 h 45, Gare routière.

Vierzon : 7 h 15, parking stade Robert-Barran.

Est
 Belfort : 7 h 15, hall départ gare SNCF.

Besançon : 6 h 45, place Battant.

Lure : 7 h 30, hall départ gare SNCF.

Metz : 8 h 30, hall départ gare SNCF (réservations au 03 87 32 84 61).

Mulhouse : 6 h 15, hall départ gare SNCF.

Nancy : 8 h 45, hall départ gare SNCF (réservations au 03 83 28 49 75).

Reims : 8 heures, parking Clairmarais (derrière la gare SNCF - (renseignements au 03 26 47 50 17)).

Strasbourg : 7 h 30, hall départ gare SNCF.

Vesoul : hall départ gare SNCF.

Pays de Loire

Angers : 7 h 30, place de La Rochefoucauld.

Le Mans : 8 heures, jet d'eau, place des Jacobins.

Nantes : 7 heures, parking Haluchère.

Saint-Nazaire : 6 heures, parking gare SNCF.

Poitou-Charentes

Châtelleraut : 6 h 30, devant la mairie.

Poitiers : 6 heures, aux Arènes (Parc des Expositions).

Auvergne

Clermont-Ferrand : 7 heures, gare routière.

Nord-Pas-de-Calais

Lille : samedi 7 juin à 7 heures et 9 heures, métro Porte-d'Arras ; dimanche 8 juin à 7 heures, métro Porte-d'Arras.

Dunkerque : samedi 7 juin à 8 heures, parking du stade Tribut ; dimanche 8 juin à 6 heures, parking du stade Tribut.

Rhône

Lyon : 5 h 30, angle boulevard Ambroise-Paré et rue Laënnec.

... et pour venir depuis Paris

Le plus simple est de se rendre à la fête en autocar, en empruntant les navettes gratuites qui effectueront leur service permanent entre Paris et la Fête, aller et retour.

Attention ! Depuis Paris, le départ ne peut plus se faire au même lieu que les années passées. Il se fera désormais au **métro Saint-Denis-Univers-**

ité (terminus de la ligne 13). On peut donc venir jusque-là en métro (ou en voiture), puis prendre l'une des navettes gratuites qui conduisent à l'entrée même de la fête.

Le train (payant), depuis la gare du Nord jusqu'à la gare de Presles, vous dépose à environ 900 mètres de la fête.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à:

LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

Téléphone : 01 48 43 65 58 - Télécopie : 01 48 43 69 94

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

http://www.lutte-ouvriere.org - E-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Union Communiste Internationaliste : http://www.union-communiste.org

E-mail : contact@union-communiste.org

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron

6, rue Florian - 93500 PANTIN

Lutte Ouvrière (Ile-de-France) - c/o Editions d'Avron

153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 PANTIN

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 15 euros consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

	ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE		
	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 N°)
France, DOM-TOM	35 €	18 €	15 €
DOM-TOM, par avion	50 €	25 €	21 €
Europe Afrique Moyen-Orient États-Unis Canada	60 €	30 €	15 €
Asie Océanie autre Amérique	75 €	38 €	26 €
Asie Océanie autre Amérique (voie prioritaire)	90 €	45 €	32 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
 PRÉNOM :
 ADRESSE :

 CODE POSTAL et VILLE :

 COMPLÈMENT D'ADRESSE

 Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de
 (rayer la mention inutile).
 Ci-joint la somme de :
 Règlement :
 par chèque bancaire ou postal à l'ordre de LUTTE OUVRIÈRE,
 par virement postal à LUTTE OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 153-155, avenue Jean-Lolive à Pantin (93500) et 6, rue Florian à Pantin (93500) - Téléphone : 01 48 43 65 58 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 15 000 exemplaires. Impression : Rotos de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc, 93150 Le-Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 64995.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

OBLIGEONS CHIRAC ET RAFFARIN À REMBALLER LEURS PROJETS, SINON NOUS LE PAIERONS CHER À L'AVENIR

■ La journée du 3 juin a encore été un succès, dont ont témoigné dans toutes les villes le nombre des manifestants, mais aussi leur détermination et le grand nombre des secteurs représentés. Les personnels de l'Éducation nationale formaient toujours le gros des cortèges, mais ils étaient rejoints par des travailleurs de nombre d'autres entreprises, du secteur public mais aussi du secteur privé.

Le gouvernement Chirac-Raffarin et ses ministres, aidés par la presse, tentent de minimiser la mobilisation et d'adopter un ton d'inflexibilité pour proclamer qu'ils ne céderont pas aux revendications des enseignants et qu'ils ne reviendront pas en arrière sur les retraites.

Mais le gouvernement ne se sent pas tellement sûr que cela. Pour preuve le report du projet de loi sur « l'autonomie » des universités. Pour preuve aussi les offres de discussion avec les syndicats d'enseignants du primaire et du secondaire sur la décentralisation des services annexes de l'Éducation nationale, une décentralisation dont le gouvernement dit alternativement qu'il n'est pas question de la remettre en cause ou bien, au contraire, que « tout est négociable »...

Mais pour le moment, les esquisses de recul du gouvernement ne concernent pas la principale menace qui pèse sur tous les travailleurs du privé et du public, Éducation nationale comprise, représentée par les attaques sur les retraites.

Raffarin prétend que son projet est le seul moyen de sauver le système des retraites qui serait autrement voué à la faillite... dans trente ou quarante ans. Le fait de prétendre être capable de faire des prévisions à aussi long terme, alors que le gouvernement en est réduit à changer tous les trois mois ses prévisions de croissance, est tout simplement ridicule. Et puis, en admettant qu'elles soient justes et qu'il faille augmenter le montant des rentrées dans les caisses de retraite, pourquoi faudrait-il que ce soit les travailleurs qui fassent les frais de l'opération, en cotisant plus longtemps, pour toucher une pension plus faible ? Pourquoi ne pas augmenter les cotisations patronales ? Cela, ni Chirac-Raffarin ni d'ailleurs les dirigeants socialistes ne l'envisagent un seul instant.

Rocard, qui fut Premier ministre socialiste sous Mitterrand, vient de se déclarer solidaire de Raffarin. Et pour cause : c'est lui qui avait préparé les premières attaques contre les retraites, qui furent mises en œuvre par Balladur, et pas remises en cause par Jospin lorsqu'il était au pouvoir. Et il a été rejoint par d'autres responsables socialistes comme Charasse et Delors. Ils estiment et disent qu'il vaut mieux que les projets contre les retraites passent maintenant, sans quoi ce serait plus tard, peut-être, parce qu'un éventuel gouvernement socialiste aurait à les faire passer.

C'est que tous ces politiciens sont au service de la grande bourgeoisie. Leur monde, c'est celui des profits extorqués aux travailleurs mal payés, jetés à la rue quand ils ne rapportent plus assez de bénéfiques, des énormes « commissions », c'est-à-dire des pots-de-vin versés en échange de quelques menus services et qu'un procès comme celui d'Elf fait parfois émerger. Et c'est pour permettre à tout ce beau monde de s'enrichir davantage que ces gens-là s'enprennent aux retraites des travailleurs, déjà misérables pour beaucoup.

La seule chose qui peut embarrasser ce gouvernement, qui apparaissait si sûr de lui pour s'attaquer aux travailleurs de tous les secteurs, c'est bien cette montée du mécontentement qui s'exprime à travers les manifestations et les grèves. C'est pourquoi il faut que la puissance des travailleurs continue à s'exprimer.

Le gouvernement cherche à diviser. Il a essayé d'opposer les salariés du privé et ceux du secteur public. Il fait mine de s'étonner que les cheminots, qui ne sont pas (encore) touchés par ses plans soient dans la lutte. Mais le succès des manifestations prouve que les travailleurs sont de plus en plus nombreux à comprendre qu'ils sont tous visés par les attaques du gouvernement, et que c'est tous ensemble qu'ils le feront reculer.

Les directions syndicales, qui appellent aux journées de manifestations, et maintenant à poursuivre le mouvement et à une nouvelle journée le 10 juin, entraînent à la lutte. Mais elles ne proposent pas clairement d'obliger le gouvernement à ravalier tous ses projets. Elles demandent surtout à les discuter, ce qui laisse place à l'arrêt des luttes moyennant quelques aménagements autour du

tapis vert du projet gouvernemental.

Mais pour les travailleurs, pour tous les travailleurs, c'est de leur vie qu'il s'agit. C'est à tous que l'on veut imposer les quarante ans de cotisation, et explicitement quarante-et-un, puis quarante-deux ans d'ici peu. On veut leur imposer en fait de reculer l'âge de la retraite, alors que le patronat se débarrasse tous les jours des travailleurs les plus âgés, ce qui fait que lors de leurs dernières années avant la retraite, ils ne cotiseront que sur des indemnités de chômage ou sur le Smic.

Chirac, Raffarin, Fillon osent dire qu'ils parlent au nom des électeurs. Ils prétendent parler au nom des 82 % qui ont voté Chirac à la présidentielle grâce à l'intox à laquelle la gauche a participé. Mais aux législatives, ils n'ont eu qu'un peu plus de la moitié des voix. Ils n'ont aucune légitimité à parler et agir au nom de tous.

Alors, il faut que les travailleurs continuent à se faire entendre, que les grèves et les manifestations continuent et s'élargissent. C'est la force des travailleurs en lutte qui peut faire reculer Chirac, Raffarin, Fillon et autres et les contraindre à remiser leurs projets.

Arlette LAGUILLER

DES ÉMISSIONS AVEC LA PARTICIPATION D'ARLETTE LAGUILLER

Notre camarade Arlette LAGUILLER sera, dans les jours prochains, invitée à différentes émissions à la radio ou à la télévision :

VENDREDI 6 JUIN :

sur *LCI* à 8h50, elle sera l'invitée du matin d'Anita HAUSSER pour une interview rediffusée à 13 h 10.

Elle sera aussi, à 18 h 15, l'invitée de *France-Info*.

LUNDI 9 JUIN :

sur *France 2*, à 8h40, elle sera l'invitée des *Quatre Vérités*.

Elle sera aussi, à 8 h 15, l'invitée du matin de *RFI*.

JEUDI 12 JUIN

Elle interviendra en duplex sur *France 2* dans l'émission *Cent minutes pour convaincre*, qui commence à 20 h 50 et dont François HOLLANDE sera l'invité principal.

Ces invitations sont à ce jour officiellement confirmées par les chaînes concernées.

ENSEIGNANTS ET PERSONNEL DE L'ÉDUCATION NATIONALE DONNENT UNE BELLE LEÇON AU GOUVERNEMENT

Le mouvement tient bon dans l'Éducation nationale. Le 3 juin, les enseignants et les autres catégories du personnel de l'Éducation nationale constituaient la principale composante de la plupart des défilés et les marquaient, une nouvelle fois, par un enthousiasme et un dynamisme qui ont fait contagion. Les chiffres donnés par le gouvernement lui-même (47,8 % de grévistes dans le primaire, 35,7 % dans les lycées), en augmentation par rapport aux jours précédents, la participation aux assemblées générales (900 à Nantes au soir

du 3 juin, 400 à la Bourse du travail de Paris) témoignent de la vitalité et de la ténacité du mouvement qui s'est construit au fil des jours. Commencé pour les premiers dès la fin mars, il a réussi non seulement à surmonter la coupure des vacances de Pâques, mais s'est amplifié considérablement.

Aujourd'hui, le gouvernement est contraint d'en convenir. Il en rabat sur son arrogance des premiers jours. Dans une sorte de duo, mettant en scène les « bons » et les « méchants », les ministres se partagent les rôles. Raffarin a

réaffirmé à l'Assemblée nationale sa « détermination à renforcer la République » ; Fillon, lui, a écarté devant la même Assemblée tout « retrait », « report » ou « réécriture » de son projet sur les retraites. Alors que, dans le même temps, Sarkozy, qui a désormais la charge de surveiller le ministre de l'Éducation nationale Luc Ferry, a déclaré : « Tout est négociable » en ce qui concerne la décentralisation...

C'est un premier recul, purement verbal pour l'instant, mais un recul quand même. Il ne trompe pas les grévistes et les manifestants de l'Éducation nationale. Ils ont compris la manœuvre du gouvernement, qui tente de scinder le mouvement, de dissocier les enseignants et les grévistes de l'Éducation nationale des autres catégories de salariés, afin d'avoir les mains libres pour imposer son projet de

démolition des retraites. La ficelle est grosse et, comme le disent des manifestants, « on n'a pas fait deux mois de grève pour se laisser berner par des promesses », qui plus est qui ne concernent pas l'essentiel : les retraites.

Mais cette manœuvre du gouvernement, destinée à faire diversion, peut jouer le rôle inverse et constituer un encou-

agement à continuer dans l'Éducation nationale, mais aussi dans les autres secteurs.

Ce n'est pas au moment où le gouvernement montre qu'il lui faut prendre en compte les exigences de « la rue », qu'il traitait avec mépris, que le mouvement doit faiblir. Bien au contraire.

J.-P. V.

La grève du 3 juin à France Télécom

La journée du 3 juin a été suivie au même niveau que celle du 27 mai, avec 25 % au niveau national, bien en dessous des 65 % du 13 mai dernier.

Elle a été suivie de façon inégale selon les régions, avec des régions où la mobilisation a été forte, comme le Languedoc-Roussillon avec plus de 50 %, la Bretagne, Adour-Pyrénées, les régions de Marseille, Toulouse, Clermont-Ferrand, où les grévistes étaient de l'ordre de 40 %.

Le 4 juin au matin, dans les centres où la reconduction de la

grève était décidée, il y a eu des réflexions sur l'annonce faite par les syndicats d'un nouveau temps fort le 10 juin : « Les mêmes avaient pourtant annoncé que la grève était reconductible à partir du 3 juin et ils nous refont le coup d'une journée ». Mais en même temps, les plus combatifs ont bien du mal à convaincre plus largement, ayant l'impression que l'occasion a été manquée le 14 mai, alors que la reconduction de la grève était possible sur la base de la mobilisation du 13.

À La Poste à Paris

À La Poste de Paris, le 3 juin, la grève a été plus suivie que le 19 mai, sans atteindre cependant le niveau du 13 : il y a tout de même 50 % de grévistes dans certains bureaux. Dans les services financiers, CCP et CNE, c'était la même tendance, à un niveau un peu plus faible de participation.

Dans quelques arrondissements des contacts avaient été pris avec les salariés de la SNCF ou des grévistes de l'enseignement, et des cortèges communs ont été organisés au départ des arrondissements pour se rendre à la gare de l'Est. À Saint-Lazare, les grévistes de La Poste et de l'enseignement furent invités à l'assemblée des cheminots réunissant près de 300 personnes qui votèrent la grève dans l'enthousiasme.

Les Postaux de Paris étaient plusieurs centaines à la manifestation, dont une grande partie dans le cortège CGT qui dépassait les 400 manifestants. Dans la plupart des bureaux et des centres financiers, les militants avaient appelé, dès la

veille, à la continuation de la grève le 4 et les jours suivants. À l'initiative de quelques sections CGT, dont celle de la Recette Principale de Paris-Louvre, une réunion commune de tous les grévistes de La Poste était appelée pour le 4 juin au matin. Après quelques réticences, le syndicat parisien CGT se rallia à ce rassemblement.

Mercredi 4, même si le nombre des grévistes fléchissait partout, les plus décidés se sont rassemblés pour continuer l'action. À la Recette Principale de Paris-Louvre, à 7 heures du matin, 70 postiers étaient déjà réunis avec les syndicats, tous services réunis, les guichets en totalité fermés, en se préparant à accueillir leurs camarades des autres centres. Par ailleurs d'autres actions étaient en préparation le mercredi comme le jeudi en direction des camarades de La Poste en vue de montrer notre volonté de faire reculer le gouvernement.

Correspondant L.O.



PROJET FILLON SUR LES RETRAITES LE PS EN A RÊVÉ, RAFFARIN ESSAYE DE LE FAIRE

Lors de son récent congrès, le PS avait voulu se donner, un très court instant, l'illusion qu'il renouait avec le mouvement social, en faisant une ovation à Bernard Thibault, le secrétaire de la CGT. On se paye les frissons qu'on peut.

Mais ce geste, car ce n'était qu'un geste sans signification, n'a pas été plus loin. Les lampions du congrès éteints, la vraie nature du PS a refait surface. Face aux mouvements contre les projets du gouvernement remettant en cause les retraites de l'ensemble des salariés, et contre la mise en place de la décentralisation visant pour l'essentiel le personnel non-enseignant de l'Éducation nationale, il s'est montré extrêmement discret. Il s'est d'autant plus gardé de condamner les mesures concernant la décentralisation que ce projet est fondé sur une démarche amorcée par Mau-

roy. Mais il ne s'est pas montré plus radical contre le projet de Fillon, qui vise au démantèlement des retraites de tous les salariés. S'il a demandé qu'il soit retiré, sans plus, ce n'est pas parce qu'il en condamne le contenu. Au contraire. C'est même lui qui l'a porté sur les fonds baptismaux.

Quelques personnalités du PS, comme Delors, des économistes et des sociologues, qui lui sont proches, ont dénoncé, dans une tribune publiée dans *Le Monde* daté du 28 mai, « la démagogie du PS » sur les retraites. Ils s'interrogent sur les raisons qui « ont bien pu motiver un virage à 180°, qui voit à présent l'état-major (du PS) exiger le retrait d'un texte qui aurait pu être le sien ? » Cette argumentation est aussi celle de Michel Rocard, ancien Premier ministre socialiste, qui a rappelé, lui aussi, que si le PS avait été au

gouvernement, et non pas dans l'opposition, il aurait proposé les mêmes mesures que celles que propose le gouvernement Raffarin-Fillon. Et ils savent de quoi ils parlent.

Sur cette question, comme sur d'autres, la continuité entre la politique du PS et celle de la droite est réaffirmée, et elle l'est par des dirigeants ou des spécialistes du PS, qui savent ce qu'il en est. Rocard n'avait-il pas établi les dossiers, un Livre blanc sur la réforme des retraites qui a servi de base au projet Fillon. La droite ne se prive pas de le rappeler à ceux qui, dans cette pseudo-opposition, lui font reproche...

Pour ceux qui s'interrogeraient encore sur les raisons de la timidité des socialistes face au gouvernement, Rocard et quelques autres leur donnent la réponse.

Jean-Pierre VIAL

Pas-de-Calais

DELEVOYE... DE GARAGE

Labeuvrière, près de Béthune, 1 710 habitants, et sa foire commerciale inaugurée par le ministre de la Fonction publique, Delevoye, le samedi 31 mai, n'avait jamais connu une telle ambiance ! Près de 200 enseignants s'étaient donnés rendez-vous devant le petit chapiteau de la foire, bien décidés à organiser un immense chahut. Le but était

de faire un maximum de bruit et d'empêcher Delevoye de faire son discours : opération réussie ! Équipés de bidons, sirènes, tambours, trompettes, sifflets, casseroles, les enseignants ont fait un vacarme assourdissant, dynamique et peu protocolaire (nous nous étions équipés de bouchons de piscine pour protéger nos oreilles !).

Quand le ministre est arrivé, le bruit est allé crescendo et la bousculade aussi, le ministre est entré, n'a pas pu parler et a écourté sa visite... disparaissant on ne sait par où. En effet, sa voiture avait été repérée... et entourée : il s'est enfui avec une autre voiture, comme un voleur...

SNCF

LA JOURNÉE DE GRÈVE DU 3 JUIN UN SUCCÈS... À TRANSFORMER

La journée du 3 juin contre le projet de réforme des retraites a été un succès à la SNCF et à la RATP. Malgré leur volonté de minimiser les grèves et les manifestations, les commentateurs ont dû reconnaître que la grève a été bien suivie ; que les trains et les transports en commun à Paris, mais plus encore dans bien des villes de province, ont été paralysés ; que les manifestations ont été dynamiques, emboitant le pas au personnel de l'Éducation nationale toujours très mobilisé.

Ainsi, trois semaines après la journée de grève et de manifestations du 13 mai, qui a créé un élan ressenti par tous les cheminots et d'autres comme pouvant donner l'impulsion à la riposte aux attaques du gouvernement, et trois semaines après la façon dont la direction de la CGT et son appareil ont systématiquement brisé cet

élan, cette journée du 3 juin montre que la nécessité de la lutte, et d'une lutte d'ensemble, reste présente dans bien des esprits.

Dans la plupart des assemblées de cheminots du 3 juin, la grève a été reconduite, et en général de façon majoritaire. Toutefois, la méfiance à l'égard de la politique de la CGT, l'imprécision de ses intentions sur sa volonté d'agir pour l'extension de la grève et son élargissement aux secteurs encore hésitants ne manque pas de s'exprimer. Dans de nombreux secteurs, les cheminots se demandent si cette fois-ci est la bonne, si la CGT ne va pas de nouveau briser net, quand elle l'aura décidé, un mouvement en train de chercher à se renforcer. Et ils sont d'autant plus regardants et parfois attentistes que l'appareil cégétiste laisse très peu de place à l'initiative des grévistes dans

l'organisation du mouvement.

Dans certains endroits, la CGT appelle à des assemblées de cheminots, pour décider en particulier de la reconduite de la grève, de façon très émiétée, secteurs de 40 travailleurs par secteurs de 40, les agents de conduite d'un côté (et parfois pas tous ensemble sur un secteur) et les contrôleurs de l'autre, etc. Cela a été par exemple le cas sur Paris-Saint-Lazare, sur Paris-Nord, sur Paris-Austerlitz où sont prévues pas moins de neuf assemblées différentes, fixées au même moment, pour couper la possibilité d'aller voir les camarades de l'assemblée voisine. Et à toute proposition d'une assemblée plus large, qui pourrait renforcer le moral de tous, permettant de juger et de faire le point ensemble, sédentaires et roulants, ouvriers de différents ateliers, par-dessus toutes les divisions corporatis-

tes, les responsables CGT s'opposent catégoriquement, quitte à aller à contre-courant des sentiments de certains de leurs propres militants.

Cependant, la CGT, qui représente le syndicat le plus influent à la SNCF, joue là un jeu délicat. Depuis des semaines, elle a expliqué qu'à partir du 3 juin on allait voir ce qu'on allait voir et que la grève, reconductible à partir du 3 juin, allait être à l'ordre du jour. Des travailleurs qui se saisissent aujourd'hui de cet appel ont conscience qu'il n'est pas question de rester passif dans la grève, d'obéir aux décisions les concernant prises au-dessus d'eux, sans leur demander leur avis, s'ils veulent imposer à Raffarin et Fillon l'abandon de leur projet sur les retraites. La grève est une affaire trop sérieuse pour que ceux qui la font, qui payent de leur personne, ne se donnent pas les

moyens de la diriger eux-mêmes, de décider de sa conduite et des moyens de l'approfondir.

A la radio, le soir du 3 juin, Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, a parlé de la grève qui démarre comme d'« *un mouvement qui sache durer* » pour obtenir « *la réouverture des discussions* » avec le gouvernement. Plus qu'à étaler dans le temps la riposte, c'est à être le plus efficace possible et sans tarder qu'il faut viser pour le retrait du plan Raffarin-Fillon. Et si le slogan tant de fois scandé par les militants CGT « *Tous ensemble, tous ensemble, grève* » ne veut pas rester une parole en l'air, les grévistes doivent tout faire pour étendre leur mouvement.

La grève du 3 juin, reconduite massivement le 4, est un premier succès qui doit être confirmé.

● Échos de la grève

Aux ateliers TGV de Châtillon (Hauts-de-Seine)

Lundi 2 juin, l'assemblée générale de préparation de la grève aux ateliers TGV de Châtillon a réuni près de 300 cheminots, ce qui est un chiffre exceptionnel. La présence d'enseignants, bien accueillie, a donné un ton combatif à l'assemblée.

Les piquets de nuit et de matinée furent tenus à une vingtaine de grévistes par porte ce qui, là aussi, est important.

Le mardi 3 juin, 50 % des cheminots de Châtillon étaient en grève même s'ils ne furent que 80 à l'assemblée générale. La grève fut votée.

Il fut proposé d'élire un bureau d'organisation de la grève ce qui se heurta dans un

premier temps à l'hostilité de la CGT, mais qui finalement ne s'y opposa pas. Le fait que les cheminots qui ont fait cette proposition soient ceux qui, depuis la grève du 13 mai, n'ont pas cessé de militer pour reprendre la lutte, n'est peut-être pas pour rien dans cette attitude, finalement neutre, de la CGT.

Ce bureau d'organisation de 15 cheminots fut élu et bien qu'elle ne s'y soit pas présentée, la CGT a informé qu'elle participerait à sa prochaine réunion.

A la Gare du Nord à Paris

Mardi 3 juin, nous étions 36 % de grévistes sur la gare du Nord. Les contrôleurs étaient à 75 % en grève et les roulants à 80 %, le syndicat autonome

local, la FGAC appelant à la grève.

Contrairement à ce qui s'était passé durant la grève du 13 au 19 mai, la CGT n'a pas voulu organiser d'assemblée régionale regroupant tous les personnels. Au contraire, elle a réuni les agents par catégorie, ce qui est une façon de séparer les secteurs les plus combattifs des autres. De fait, ces assemblées réunissent peu de monde et ne peuvent prendre des décisions concernant l'ensemble des agents.

A l'assemblée générale de la gare, qui ne regroupe qu'une partie du personnel, dont les guichetiers et l'accueil, et où sont venus quelques enseignants et une factrice, il a été décidé d'élire un comité de grève et de reconduire la grève jusqu'à la prochaine assemblée générale du 4 juin.

A Limoges

La grève a été suivie à 60 % à Limoges et l'assemblée générale a voté à la quasi unanimité (308 pour et 6 contre) la reconduction de la grève pour 24 heures. Tous les syndicats présents, CGT, CFDT, FO, SUD et UNSA (autonomes), ont appelé à la continuation. Mercredi 4, des tournées sont prévues sur les chantiers pour convaincre les non-grévistes.

A Tours

La journée du 3 n'a guère été préparée par les syndicats à Tours mais nous étions quand même 43 % à être en grève (contre 65 %, le 13 mai). Les responsables CGT ne semblaient pas vraiment chauds pour la reconduction de la grève... jusqu'à ce que l'après-midi, la CGT nous déclare « *Ça y est, on a le feu*

vert de la fédé » ! Et dans les assemblées qui ont suivi, la grève a été reconduite partout.

A Lyon (Rhône-Alpes)

La grève a très bien marché le 3 juin à Lyon. Aux ateliers d'Oullins, nous étions près de 70 % de grévistes. Le matin, 60 cheminots ont participé aux piquets de grève. La grève a bien sûr été reconduite pour le mercredi 4. De même dans plusieurs dépôts comme à Sibelin, Vénissieux, La Mouche.

Le mouvement a également été très bien suivi à Lyon-Perache et à la gare de la Part-Dieu, où en fin d'après-midi, seulement trois TGV étaient annoncés pour Paris jusqu'à la fermeture de la gare et quatre, en provenance de Paris. Aucun autre train n'a roulé.

MÉTRO ET BUS PARISIENS

CE N'EST QU'UN DÉBUT...

Le mardi 3 juin, la CGT était seule à appeler à la grève reconductible dans les transports parisiens, avec Sud-RATP, un syndicat peu influent sur le réseau.

Malgré le retrait des autres organisations syndicales, malgré les manœuvres de la direction qui nous a envoyé des lettres à nos domiciles personnels, au travail, par e-mail, pour nous expliquer que nous n'avions aucune raison de faire grève, celle-ci a été suivie plus fortement que la direction ne s'y attendait. Sur le réseau

ferré, les chiffres officiels annoncent 53 % de grévistes parmi les conducteurs, 65 % parmi les agents de manœuvre et 30 % pour ceux en station.

Des assemblées générales ont eu lieu comme d'habitude dans la plupart des terminus. Mais elles ont rassemblé un peu moins de monde, des grévistes étant restés chez eux. La grève a été reconduite presque partout. Dans plusieurs dépôts

ou terminus, des délégations d'enseignants, d'employés communaux, de postiers notamment, sont venues aux assemblées générales et aux prises de service pour exprimer leur soutien et s'adresser y compris à ceux qui ne font pas grève. Ces initiatives ont été bien appréciées.

Au terme de cette première journée qui doit être une remobilisation après l'arrêt des grè-

ves des 14 et 15 mai derniers, c'était un peu l'expectative qui régnait. Beaucoup regardaient bien sûr ce qui se passait ailleurs, chez les enseignants, dans les entreprises privées et surtout chez les cheminots, car tous sentent que c'est un mouvement général, donc pas seulement limité à la RATP qui pourra faire reculer le gouvernement.

Mais parmi certains travail-

leurs, même s'ils sont encore une minorité, il y a ce sentiment qu'il faut tout faire pour élargir et approfondir la grève. C'est ce que pensaient par exemple les grévistes de la Ligne 9 qui, après avoir élu un comité de grève, disaient vouloir agir de telle sorte qu'ils n'aient rien à regretter.

Mercredi matin 4 juin, dans quelques endroits comme à la Haie-Coq à Aubervilliers, les grévistes avec l'appui de la CGT ont occupé leur dépôt de bus.

Correspondant LO

RETRAITES ET DÉMOGRAPHIE, DE FAUSSES ÉVIDENCES

Un des arguments les plus couramment employés pour expliquer qu'il faudrait allonger les années de cotisation est celui de la démographie. Le système des retraites, s'il se perpétue tel qu'il est aujourd'hui, courrait à la faillite, nous dit-on, parce qu'il y aurait d'ici quarante ans trop de retraités pour le nombre d'actifs. Et comment, si on en croit les chiffres avancés, nourrir, loger, entretenir les dix millions de retraités en plus en 2040 alors qu'il y aura trois millions d'actifs en moins ?

D'autres chiffres sont mis en avant qui, paraît-il, appuyeraient la même thèse ; ainsi, en 1960, il y avait 4 actifs pour un retraité ; aujourd'hui il y a 2 actifs pour un retraité ; et en 2040, il y aurait 1 actif pour un retraité. Poids insupportable pour les générations futures qui ne pourraient nourrir tous ces « inactifs » ! Cette argumentation avait d'ailleurs déjà servi à Balladur pour imposer en 1993 aux salariés du privé le passage des 37,5 annuités aux 40 annuités et des sacrifices supplémentaires aux retraités du secteur privé.

Mais pourquoi la diminution du nombre d'actifs imposerait-elle nécessairement aux travailleurs à la retraite de vivre moins bien et à ceux qui sont en activité de travailler plus longtemps ?

Le nombre d'agriculteurs de ce pays a été divisé par 8. Il est passé de plus de 8 millions à 1 million. Si on en croit ce que martèlent propagande gouverne-

mentale et médias, cela aurait dû avoir des conséquences désastreuses sur l'ensemble de la population ; or, non seulement, la population a pu continuer à se nourrir mais dans le même temps, les exportations de produits agricoles se sont même considérablement développées.

L'argumentation du gouvernement est bien mensongère et spacieuse. Si la question est de savoir comment permettre aux retraités de vivre dignement dans quarante ans, eh bien, il faut observer où en est la production aujourd'hui et comment elle pourrait évoluer. Et là-dessus, on ne nous présente que certains chiffres et on se garde bien de les donner tous.

Aujourd'hui, un actif produit en une heure de travail dix fois plus qu'il y a quarante ans. Cela donne une indication sur les possibilités dans l'avenir. La quantité de richesses produites par chaque travailleur a augmenté de façon telle que les progrès techniques pourraient suffire largement demain, non seulement à faire vivre un plus grand nombre de retraités mais en même temps à améliorer le sort de l'ensemble de la classe ouvrière.

Le problème n'est donc pas de savoir s'il y aura trop ou pas assez d'actifs. Il est d'imposer que l'ensemble des richesses produites dans cette société profitent aux travailleurs, en activité comme à la retraite !

Dominique MATHIEU

CSG

UN « IMPÔT SÉCU » QUI PÈSE SURTOUT SUR LES SALARIÉS

La Contribution sociale généralisée (CSG) a été créée par le gouvernement socialiste de Rocard en 1991. A l'époque, il prétendait « donner à la Sécurité sociale un financement plus sûr et plus réparti ».

L'idée était tellement bonne que depuis tous les gouvernements l'ont reprise. Ainsi, Balladur fit passer son taux de 1,1 % à 2,4 % en juillet 1993. Le déficit croissant de la Sécurité sociale servit de prétexte à Juppé pour relever le taux de la CSG à 3,4 % en janvier 1997, élargissant au passage son assiette aux indemnités journalières, aux pensions des retraités imposables et aux allocations chômage supérieures au Smic. Il en profita également pour créer un nouvel impôt, la Contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS), prélèvement de 0,5 % sur tous les revenus. Enfin au 1^{er} janvier 1998, sous prétexte de substituer la CSG à la cotisation maladie des salariés, le tandem Aubry-Kouchner porta le taux de la CSG à 7,5 %, qui reste le taux actuel.

Ces relèvements successifs ont fait

de la CSG un des impôts les plus lourds, représentant plus de 63 milliards d'euros en 2002. Cet « impôt Sécu » est certes applicable à toutes les formes de revenus, mais contrairement aux affirmations de son créateur, il n'a rien d'équitable car le même taux s'applique à tous, riches ou pauvres. Il ne touche pratiquement pas aux revenus du capital. Les revenus du patrimoine et des placements n'ont contribué que pour 10,5 % au financement de la CSG en 2002. En revanche, cet impôt est essentiellement supporté par les salariés, qu'ils soient actifs, chômeurs ou retraités puisque la même année, ils ont financé la CSG à plus de 75 %.

La CSG est ainsi devenue le premier impôt direct. En 1999, son produit représentait déjà 354,4 milliards de francs en 1999, auxquels s'ajoutaient 28,7 milliards au titre de la CRDS, alors que l'impôt sur le revenu ne rapportait la même année que 333,6 milliards de francs.

R. M.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

LA STRATÉGIE DES CONFÉDÉRATIONS

Côté gouvernement, la stratégie est claire et explicite : miser sur le « pourrissement » du mouvement, son épuisement progressif, la fatigue des profs, la division entre secteur public et privé, voire la division des profs entre eux... En vain jusqu'à présent.

Ce que craint le gouvernement est également clair et explicite : la jonction du secteur privé et de ceux du secteur public. Bref, la grève générale. La grande confrontation sociale. Il ne reculera pas sur l'essentiel à moins. Tout le monde en est bien conscient. A commencer par les salariés engagés dans le mouvement, certains depuis des semaines.

Côté confédérations syndicales, du moins celles qui restent en lice, c'est quoi la stratégie ?

Après avoir mis tout son poids pour faire reprendre les cheminots qui avaient reconduit la grève au lendemain de la journée du 13 mai, la CGT avait donné comme objectif la manifestation du dimanche 25 mai. Que la base attende, bon gré mal gré. Que les profs attendent aussi. Les profs tinrent bon, et même mieux. La manif du 25 fut sans précédent. Mais qu'ils patientent encore... Le préavis de grève dans les transports, ce ne sera que pour le 3 juin. FO qui avait parlé de préavis le 26 mai, rallie là-dessus la CGT. Et les profs tiennent toujours bon. Le « report » de la centralisation à l'automne, ça ne leur a fait ni chaud ni froid. Dans la manifestation de mardi, les mots d'ordre étaient toujours : retrait du plan Fillon, 37 ans et ½ pour tous.

Et maintenant ? En quoi consiste le plan de mobilisation des principales fédérations et confédérations ?

Chez les enseignants, cela fait 15 jours que de crainte d'être débordées, les différentes fédérations ne se contentent plus d'accompagner timidement le mouvement qui a débuté depuis plus de deux mois, mais ont même parfois contribué à l'élargir. Aujourd'hui, le langage du secrétaire de la FSU, Gérard Aschieri, est remarquablement prudent, tant vis-à-vis des grévistes, que du gouvernement ! Pour l'heure, tant que le mouvement est ascendant, pas question d'être en porte à faux vis-à-vis des grévistes qui ont réussi à s'organiser eux-mêmes. Cela ne fait pas une stratégie, mais les grévistes, dans leurs assemblées générales et leurs coordinations, en ont pour deux et ont pris eux-mêmes l'initiative de s'adresser aux autres travailleurs, aux postiers et cheminots en grève, mais aussi par tracts à bon nombre de travailleurs du privé.

Côté FO et CGT, ont tient à marquer d'emblée des limites. Dans les manifestations, le slogan de grève générale s'est répandu. Mais Thibault et Blondel ne sont pas pour. Thibault parce que « la grève générale ne se décrète pas », répète-t-il constamment. Mais ne pourrait-elle pas se « préparer » ? Après tout, c'est très exactement de ce que font, très consciemment, les grévistes de l'Éducation Nationale. Blondel, lui, n'est pas pour, parce qu'elle serait « de nature politique » ! A la direction des confédérés, pas de grève générale en vue. Mais on pratique la langue du flou, on annonce une « mobilisation générale ». La CGT, FO, UNSA et la FSU annonçaient même le 28 mai qu'elles « sont prêtes à donner à cette journée du 3 juin tous les prolongements indispensables ». Qu'est-ce à dire ?

« Continuer le mouvement par d'autres moyens », comme on disait autrefois ? « Nous n'avons pas d'autre choix que de faire appel à la mobilisation pour obtenir d'autres négociations » déclare Bernard Thibault à Libération du 3 juin. Négocié quoi ? Eh bien... la réforme des retraites. Car Thibault est pour une réforme. Les manifestants récusent toute

réforme des retraites et réclament qu'on finance les retraites sur les profits. Pas Thibault, pas plus que Blondel et les autres dirigeants confédéraux.

Voici comment Thibault explique le 3 juin ses objectifs et sa tactique au même journaliste de Libération : « Le débat parlementaire s'ouvre le 10 juin. La seule chose qui peut modifier la donne, c'est le degré de mobilisation et sa persévérance. Des secteurs vont voir les arrêts de travail durer plusieurs jours, dans d'autres, il y a aura alternance entre arrêts de travail et manifestations. Je souhaite qu'il y ait une multitude d'initiatives qui rassemblent le maximum de salariés. C'est le seul moyen de convaincre le gouvernement qu'il ne peut pas déceintement faire légiférer l'Assemblée dans un tel climat de contestation (...) Ce n'est pas le blocage de l'activité économique qui est le but du mouvement, c'est de contraindre le gouvernement à revenir à la table des discussions (...) Le besoin de réforme est une évidence (...) Ce n'est pas l'immobilisme face à la réforme. La question, c'est le contenu de la réforme. Elle doit être réfléchi avec les interlocuteurs syndicaux. Le Premier ministre s'est fixé un calendrier qui relève plus de la communication politique que de la nécessité économique. Il n'y a pas d'impasse financière avant quelques années, cela laisse le temps d'une négociation réelle et sérieuse ».

Objectif de la CGT : obtenir du gouvernement le temps d'une négociation réelle et sérieuse sur une réforme dont le besoin serait évident et dont le contenu doit être réfléchi. Moyens d'action : une multitude d'initiatives ; alternance entre arrêts de travail et manifestations ; de la persévérance dans la mobilisation d'ensemble (il en faut dans ces conditions !) ; bref, pas une véritable épreuve de force mettant le gouvernement dos au mur, mais un simple climat de contestation, une guérilla syndicale permettant de renouer le dialogue social, jusqu'à ce que le mouvement lui-même fasse long feu.

C'est sans doute cette merveilleuse tactique qui a incité la CGT à appeler les cheminots à décider l'éventuelle reconduction de la grève le 4 juin... au niveau le plus local possible, de façon la plus émietlée, histoire sans doute qu'ils s'en remettent à leurs seuls dirigeants fédéraux et confédéraux et ne puissent prendre conscience de leur véritable force.

Voilà pour les calculs des directions syndicales.

Jusqu'à présent, tout ne s'est pas passé selon leurs calculs, bien au contraire. Cela fait des semaines que le mouvement, à la barbe des confédérations, a su rebondir et s'approfondir. Dans certaines régions de province, dans le midi et en Normandie par exemple, les travailleurs du privé ont commencé à rallier le mouvement. Partout, les slogans et revendications des manifestants n'avaient rien à voir avec les déclarations mi-chèvre mi chou des Thibault, Ashieri ou Blondel. Jusqu'ici, les grévistes de l'Éducation Nationale ont été le fer de lance. Mais d'autres travailleurs, non seulement dans les transports, la poste, aux impôts... mais aussi dans la métallurgie, l'agroalimentaire ou ailleurs, peuvent, en dépit de tous les calculs et hésitations des bureaucraties syndicales, être également les fers de lance de la véritable généralisation des grèves. Dans ce cas, les Thibault et Blondel n'auront sans doute pas eu l'occasion de décréter la grève générale, mais seront sans doute contraints de la suivre.

Huguette CHEVIREAU

Convergences Révolutionnaires n° 27 (mai-juin 2003), bimestriel édité par la Fraction

- Un dossier sur l'industrie de guerre et le trafic d'armes à l'heure de la mondialisation.
- Editorial : « Pour que la rue gouverne »
- Des articles : Sur les grèves de l'Éducation nationale, le 32^e congrès du PCF, les Sans-papiers ou la drôle de « victoire de la démocratie contre Le Pen », l'individualisation des salaires et leur régression, la situation du capitalisme américain, l'enjeu du pétrole en Algérie, la rage des sidérurgistes en Belgique.

Pour se procurer ce numéro, 1,5 €, ou s'abonner (1 an : 9 €, de soutien : 15 €) écrire à :

LO, pour la Fraction, BP 233 - 75865 Paris Cedex 18 ou
Les Amis de convergences, BP 128 - 75921 Paris Cedex 19
Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

7, 8 et 9
JUIN

Vive

la

F

Ê

T

E

Bienvenue à la fête de Lutte Ouvrière. Bienvenue à tous ceux qui y viennent pour la première fois comme à tous ceux pour lesquels elle est devenue un rendez-vous traditionnel de fraternité et de détente, et un grand rassemblement populaire, placé sous le signe du communisme et de l'internationalisme.

A l'heure où le gouvernement de Chirac et Raffarin mène sa politique antiouvrière, remettant en cause le système des retraites, menaçant le service public d'éducation, tandis que le patronat multiplie les plans sociaux et les licenciements, notre fête se veut le rassemblement de tous ceux qui refusent cette politique et luttent pour inverser le rapport de forces en faveur du monde du travail. Et, depuis plusieurs semaines, nous militons pour que le mouvement de refus du plan de réforme des retraites prenne de l'ampleur et impose au gouvernement de remballer ce projet et tous ceux de la même veine qu'il envisage notamment contre la Sécurité sociale.

Notre fête reste aussi une occasion de rencontrer nos militants et de discuter au-delà des objectifs immédiats, des perspectives plus larges pour l'Humanité : comment ouvrir un avenir débarrassé du capitalisme, des injustices et des catastrophes économiques et sociales, comme des injustices qu'il engendre sur toute la planète, un avenir communiste.

Pour vous distraire au fil des allées, vous trouverez des centaines de stands proposant toutes sortes de spécialités culinaires, régionales et nationales. Toutes les musiques sont

invitées et vous pourrez choisir entre cinq scènes où se déroulent en permanence des spectacles gratuits. Il y a aussi deux cinémas permanents gratuits et bien d'autres stands réservés à des jeux et des animations variés. L'essentiel des animations sont indiqués dans ce 4-pages que vous avez entre les mains.

Les enfants ne sont pas oubliés. Une crèche accueille les tout-petits. Une Place aux jeunes propose ses activités. Une carte orange permet pour un prix modique de faire le tour des stands de jeux.

Des expositions politiques et scientifiques, un Forum du livre et plusieurs librairies, des débats animés par des personnalités ou des groupes militants alimenteront les discussions. Car la fête, c'est aussi l'occasion d'échanger des idées.

Alors, en attendant les combats futurs, profitez de l'ambiance fraternelle et chaleureuse de camaraderie et de liberté qui marque ces trois jours.

Place à la fête !



ALLOCUTIONS D'ARLETTE LAGUILLER
SAMEDI vers 17 heures,
DIMANCHE et LUNDI
vers 15 heures,
sur la grande scène

Programme artistique

Sous réserve de modifications

samedi 7 juin

16 h : **SABAYO**
Chansons engagées

17 h : **Allocution**
d'Arlette LAGUILLER

18 h : **CLARIKA**
Chante ses textes espiègles et tendres
21 h : **CHANSON PLUS BIFLUORÉE**
« Pour de vrai, pour de rire »
Humour musical

dimanche 8 juin

14 h : **GILBERT LAFFAILLE**
Accompagné par Léo Nissim
Piano-voix

15 h : **Allocution**
d'Arlette LAGUILLER

16 h : **CharlElie**
dans son récital « 109 show »
21 h : **BONGA**
Chanteur africain
Sonorités angolaises, capverdiennes et
latino-américaines

lundi 9 juin

14 h : **LES FATALS PICARDS**
Rock festif rigolo

15 h : **Allocution**
d'Arlette LAGUILLER

15 h 30 : **JEAN-JACQUES MILTEAU**
QUINTET
Blues
18 h : **LA CONTRABANDA**
Salsa

TROIS JOURS DE FÊTE

La fête commence le samedi 7 juin à 12 heures et dure jusqu'à 23 heures. Le dimanche 8 juin, elle ouvre à 8 heures du matin et se prolonge au lundi par un bal. Elle reprend le lundi à 8 heures pour se terminer à 20 heures.

CARTE D'ENTRÉE

Pour ceux qui achètent la carte à l'entrée, elle vaut douze euros pour les trois jours et huit euros le lundi.

Pour ceux qui l'ont achetée à l'avance auprès de nos militants, elle coûtait huit euros.

L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés.

Au Théâtre de verdure

SAMEDI

15 h 30 : **THE JONES** Rock progressif
17 h 45 : **MAM** Musiques du monde
Jazz
19 h 30 : **CABARET BRECHT** en V.O.
sous-titrée
21 h 30 : **HEINE'KEN, LE**
SURVIVANT Chanson française

DIMANCHE

11 h 30 : **LA COMPAGNIE JOLIE**
MÔME chante Rouge Cœur
13 h 30 : **Jean-Philippe WINTER** et
Stéphane MANSE Jazz, musette et
chanson
15 h 45 : **MUZ'NOUCH** Chanson tzi-
gane

17 h 30 : **SERVICE PUBLIC** Travail-
leurs-chanteurs de la RATP
19 h : **LA COMPAGNIE JOLIE**
MÔME chante Rouge Cœur
21 h 30 : **Le groupe autrichien**
KARLI, New rock

LUNDI

11 h 15 : **MIDNIGHT JOKERS** Stan-
dards rock des années 70
13 h 30 : **LE TRIO KARTOF'** Un
siècle de chansons et musiques du
monde
16 h : **TRI LUERN GLAZ** Trad'rock
celtique
17 h 45 : **KARAVAN QUARTET** Jazz
manouche

À Jazz City

Jazz City est une scène de concert dédiée au jazz, au blues et à leurs dérivés. On y trouve aussi un stand qui vend des brochures, des livres, des CD. Enfin, le dimanche et le lundi matin, on y propose un copieux petit déjeuner à l'américaine, servi en musique.

Samedi

13 h 30 : **Jean-Paul MILLIER**, piano
jazz.
15 h 30 : **Big Band du 15^e**, le charme
des grands orchestres.
18 h : **Para Poly Group**, hard bebop.
20 h 30 : Trio avec **Jef Sicard, Achille**
Gajo (piano) et **Serge Marne**, entre
Bebop et free jazz.

Dimanche

10 h : Breakfast Blues. Un « bœuf »
(musical) garanti sans hormones.
12 h 30 : **Jean-Paul MILLIER** (piano) et
Sébastien Charlier (harmonica).
16 h : Le Big Band de **Richard Raux**
(saxophone) & **Pascal Bivalski** (vibra-
phone), jazz d'aujourd'hui.
18 h : Jazzolithe avec **Jean-Philippe**
Winter.

20 h 30 : **Daniele Vigilucci Quartet**
(Italian Moods).

Lundi

10 h : Breakfast Blues. Un « bœuf »
(musical) garanti sans hormones.
12 h 30 : **Janeo**, jazz fusion.
14 h : **Daniel Ossig Quartet** jazz
moderne.
17 h : **Pépèresonic**, jazz post-
moderne.

Au Cabaret

Samedi

15 h 30 : «Télé t'achète ! »
Sketches
18 heures : **Danse avec nous** :
école de danse salsa
19 h 30 : **Wayra** : danses traditionnelles de
Bolivie
21 heures : **Kaza D'Oria** : nouvelle chanson
française

Dimanche

12 h : **ISO** : chansons démaquillées
13 h 30 : **Emmanuel Della Torre** : chansons
françaises
17 h 30 : **Kaza D'Oria** : nouvelle chanson fran-
çaise
19 h 30 : **Les Romanos** chansons réalistes
22 h : Bal salsa

Lundi

12 heures : **Iso** : chansons démaquillées
13 h 30 : **Danse avec nous** : école de
danse salsa
16 h 30 : «Télé t'achète ! »
Sketches

À LA GUINGUETTE, musique et anima-
tion permanente, avec entre autres :

Samedi

15 h 30 : Shéol, rock instrumental
18 h : Accordéons et chansons
19 h : Animation
20 h : Bal avec l'orchestre
de Jean-Claude GOMBAULT

Dimanche

16 h : Show Bizz Band, rock
17 h 30 : The Harry Covers, blues rock
19 h : Animation
20 h : Bal avec l'orchestre de
Jean-Claude GOMBAULT

Lundi

11 h : Accordéon
13 h : Animation
16 h : Bal musette

DE LUTTE OUVRIÈRE

à Presles
(Val-d'Oise)

Tous les stands de la Fête

- 1 – La gargote des tout-petits
- 2 – Les ballons de la fête (Renault Lardy)
- 3 – Javelot ch'timi
- ALLÉE DE L'EUROPE DES TRAVAILLEURS**
- 4 – Aux moules
- 5 – Marionnettes
- 6 – À vos pinceaux
- 7 – Quiches et tartes lorraines
- 8 – Manège
- 9 – Chorba, thé, gâteaux (Citraoën Région parisienne)
- 10 – Le Caf' Conç
- 11 – Accueil Nord-Pas-de-Calais
- 12 – Le bistrot du caf' conç (AGF + LO Beauvais)
- 13 – Blinis (Cramif - CNAVTS)
- 14 – Arbalète
- 15 – Tangram (Gems-Buc)
- 16 – Les mots fléchés (PTT-Paris 17)
- PLACE DU PROLÉTARIAT**
- 17 – Les disques
- 18 – Dessinez en l'air (Aéroport de Paris)
- 19 – Serpent à lumière
- 20 – Accueil Alsace-Lorraine-Franche-Comté
- 21 – La caféthière
- 22 – Accueil Bourgogne
- 23 – Toupie hollandaise
- 24 – Mare aux canards
- 25 – Fondue jurassienne
- 26 – Tir lorigot
- 27 – Brochettes Renault (Renault)
- 28 – Casse-croûte tunisien (Renault)
- 29 – Barbe à papa
- 30 – Jus de fruits-milkshake (Le Mans)
- 31 – L'escargot (SNCF Vierzion)
- 32 – Crêpes canadiennes (Continental-Clairoux, Oise)
- ALLÉE DU DRAPEAU ROUGE**
- 33 – Flammekueche (General Motors Strasbourg)
- 34 – Reibekuchen (Peugeot Mulhouse)
- 35 – Orienté-vois (Alcatel-CIT Vélizy)
- 36 – Aux mollets d'acier
- 37 – Le virage à prendre
- 38 – Le palet
- 39 – Le labyrinthe
- 40 – Les quatre sous
- 41 – Spécialités tourangelles
- 42 – L'enfer est pavé de bonnes citations (IBM)
- 43 – Le labyrinthe élastique
- 44 – Crottins chauds
- 45 – Le monde à la carte (Delphi)
- 46 – Cinéma paradiso
- PLACE DE L'INTERNATIONALE**
- 47 – Maffè
- 48 – UATCI
- 49 – Sculptures, mosaïques
- 50 – Sinif Mücadelesi (UCI Turquie)
- 51 – Café turc-döner kebab
- Jazz City**
- 52 – American Food - Breakfast-Coffee-cakes
- 53 – Exposition jazz
- 54 – Livres, disques jazz
- 55 – Emailage sur cuivre

- (CHR Toulouse)
- 56 – Brin de fantaisie (Hôpitaux de Paris)
- 57 – Soupe aux choux
- 58 – Le Brie qui court (Ville de Meaux, Seine-et-Marne)
- 59 – Je pense donc j'essuie (Renault-Flins)
- 60 – Spécialités haïtiennes
- 61 – Organisation des Travailleurs Révolutionnaires (UCI Haïti)
- 62 – Combat Ouvrier (UCI Antilles)
- 63 – Menu d'isles

Carte Bleue

Attention
Ni dans la fête ni dans le village de Presles, il n'y a de distributeur de carte bleue.

Pour avoir du liquide, il faut donc prendre ses précautions AVANT de venir.

- PLACE KARL MARX**
- 64 – Le clou de la fête
- 65 – Les masques (Chartres)
- 66 – Accueil Le Mans
- 67 – Lutte Ouvrière Hôpitaux
- 68 – Exposition Renault-Peugeot-Poissy
- 69 – Sardines grillées
- PLACE DE LA RÉVOLUTION SOCIALE**
- 70 – Cartes postales (EDF-GDF)
- 71 – La gare de tous les cafés (SNCF Paris Sud-Ouest)
- 72 – La paillote (SNCF Paris Nord)
- 73 – Sportez-vous bien (Sneema Gennevilliers)
- 74 – Echecs et Marx (France Télécom Reims)
- 75 – Amuse-gueules de la mer (Sneema Corbeil)
- 76 – La barbouille

- Guinguette**
- 77 – Seiche and'ouillette (Sneema Gennevilliers)
- 78 – Guinguette (Sneema Gennevilliers)
- 79 – Délices' CAF (CAF Région Paris)
- 80 – Sneema exposition aéronautique (Groupe Sneema)
- 81 – Couscous
- 82 – Cube d'escalade
- 83 – Trampoline

Pour nous rencontrer, pour discuter avec nos militants

La fête de Lutte Ouvrière, c'est aussi bien sûr l'occasion de rencontrer nos militants, de discuter directement avec eux.

Chacun de nos stands est tenu par des camarades de telle ou telle ville, de telle ou telle entreprise bien déterminée ; elle est précisée dans la liste ci-contre, chaque fois que c'est possible.

Et puis, tous ceux qui cherchent à rencontrer nos camarades de telle ou telle région, de telle ou telle ville et ne les auraient pas trouvés, peuvent s'adresser aux stands « Lutte Ouvrière » des différentes zones de la fête. Le contact sera établi !

OBJETS PERDUS

Si vous trouvez un objet, ramenez-le à un stand Lutte Ouvrière ou à la direction de la Fête. Merci pour celui qui l'a perdu.

- ALLÉE DU COMMUNISME**
- 93 – Pizza aioli
- 94 – Accueil du Sud-Est
- 95 – Le frondeur du Poitou (Fonderies du Poitou)
- 96 – La Dolina (Solyptic)
- 97 – Au palet breton
- 98 – Pause café (Crédit Lyonnais)
- 99 – Billard électrique
- 100 – Saumon fumé-harengs de la Baltique
- 101 – Bonbons
- 102 – Fraternité à la menthe
- 103 – Rail de force
- 110 – Patate Academy (Alcatel Orléans)
- 111 – Tarte normande (CHU Rouen)
- 112 – Dolce vita (spécialités de pâtes)
- 113 – Payez-vous leurs têtes (Chaffôteaux Saint-Brieuc)
- 114 – Clap-clap (SNCF Limoges)
- 115 – Au p'tit grain de folie (Hôpitaux de Limoges)

- ALLÉE DE LA LIBÉRATION DES FEMMES**
- 104 – Quille de six
- 105 – Accueil Anjou-Touraine-Poitou
- 106 – La puce rouge (Crédit Lyonnais)
- 107 – Jambon du Morvan
- 108 – Accueil Centre
- 109 – Beignets aux pommes

- 116 – Fléchettes
- 117 – Gaufres de Picardie
- 118 – Sauvez Gavroche
- 119 – Tir à plomb (Chantiers de l'Atlantique St-Nazaire)
- 120 – La faucille et le marteau
- 121 – Accueil Bretagne-Normandie
- 122 – Tea break
- 123 – Workers Fight (UCI Grande-Bretagne)
- 124 – Bowling (La Poste Paris France)
- 125 – Teepee et minéraux

- PLACE OCTOBRE 17**
- 126 – Lutte Ouvrière – Toute la collection
- 127 – Coquilles Saint-Jacques et tartes normandes (Arsenal de Cherbourg)
- 128 – À la bonne tripe (SNCF - Renault CKD)
- 129 – Château gonflable
- 130 – Audiovisuel
- 131 – La boule maboule (Ardennes)
- 132 – Bowling (La Poste Paris 14)
- 133 – Glaces et fraises (CCP-CNE)

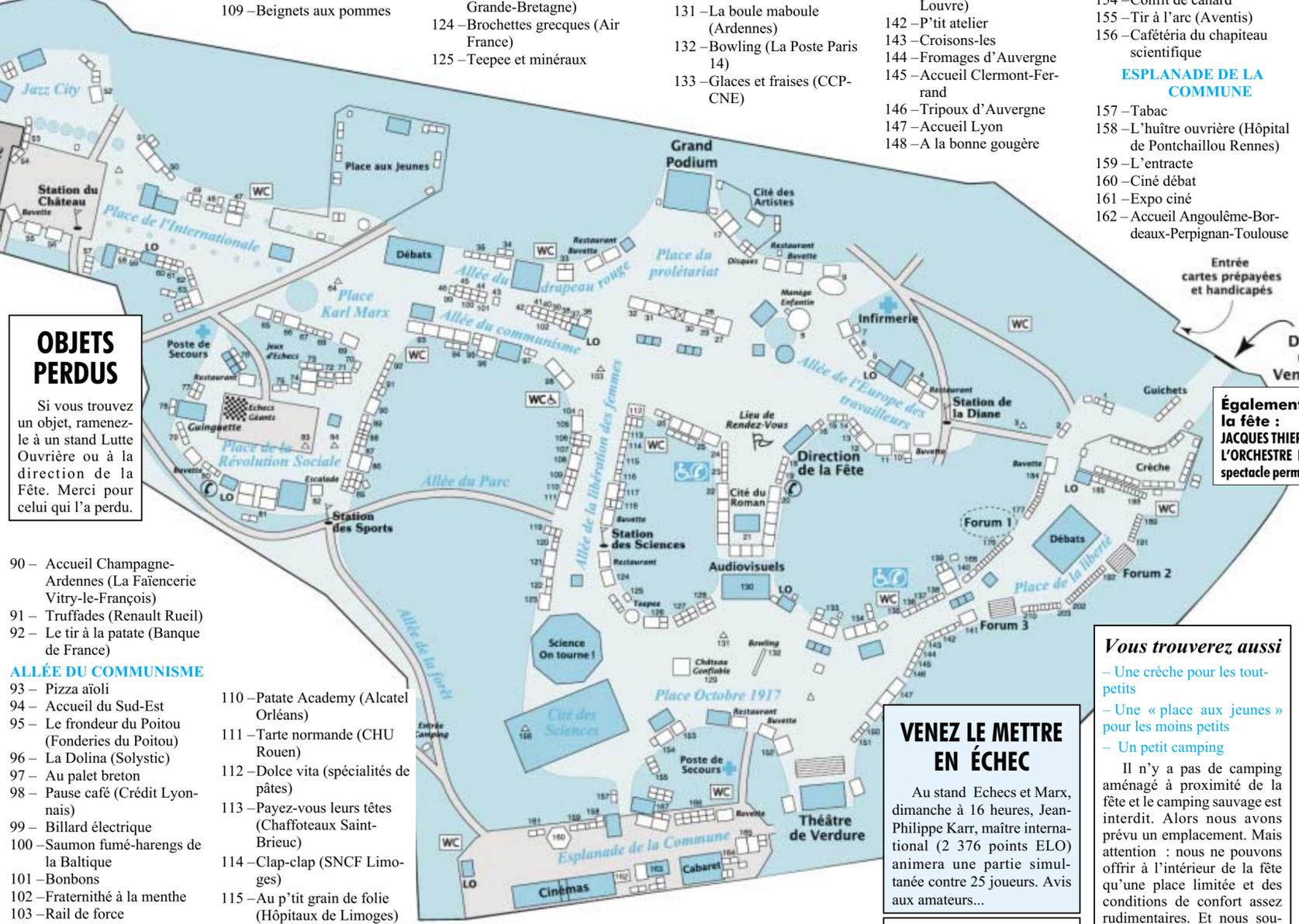
- 134 – Spécialités lyonnaises
- 135 – Tangram Lyonnais
- 136 – Palets Rouges (Servair)
- 137 – Artisanat Lyon
- 138 – Y à les boules (Ardennes)
- 139 – Old West Dinner-Barbecue Ribs
- 140 – The Spark (États-Unis)
- 141 – Brick à l'œuf - boulettes au cumin (La Poste Paris-Louvre)
- 142 – P'tit atelier
- 143 – Croisons-les
- 144 – Fromages d'Auvergne
- 145 – Accueil Clermont-Ferrand
- 146 – Tripoux d'Auvergne
- 147 – Accueil Lyon
- 148 – A la bonne gougère

- (Troyes)
- 149 – Crêperie (Aventis Vitry)
- 150 – Charlottes (La Poste Paris 18)
- 151 – Café express (Aventis Romainville, Seine-St-Denis)
- 152 – Billard (La Poste Paris)
- 153 – Karoké (Creil)
- 154 – Confit de canard
- 155 – Tir à l'arc (Aventis)
- 156 – Cafétéria du chapiteau scientifique
- ESPLANADE DE LA COMMUNE**
- 157 – Tabac
- 158 – L'huître ouvrière (Hôpital de Pontchaillou Rennes)
- 159 – L'entracte
- 160 – Ciné débat
- 161 – Expo ciné
- 162 – Accueil Angoulême-Bordeaux-Perpignan-Toulouse

- 163 – Crêperie bretonne
- Cabaret**
- 164 – Tapas y sangria (Carnaud Metalbox, Laon)
- 165 – Churros y chocolate (Air France Le Bourget)
- 166 – Tortilla y sepia
- 167 – Paella Valenciana
- PLACE DE LA LIBERTÉ (Cité politique)**
- 168 – Gauche Révolutionnaire (L'Egalité)
- 169 – Organisation Communiste Libertaire
- 170 – Coordination de soutien aux luttes du peuple argentin (CALPA)
- 171 – Fraction Trotskyiste-Stratégie Internationale
- 172 – Socialist Appeal (Grande-Bretagne)
- 173 – No Sweat (Grande-Bretagne)
- 174 – Revolutionary History et Marxist Internet Archives (Grande-Bretagne)
- 175 – CERMTRI (Centre d'Etudes et de Recherches sur les Mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux)
- 176 – Lotta Comunista (Italie)

- 177 – Association La Riposte
- 178 – League for the Revolutionary Party (New York, États-Unis)
- 179 – Partito Comunista Internazionale – Battaglia Comunista (Italie)
- 180 – Les Amis de la Commune de Paris
- 181 – Alliance for Workers' Liberty (Grande-Bretagne)
- 182 – Socialist Party (Grande-Bretagne)
- 183 – Coordination 93 de lutte pour les Sans-Papiers, Collectif solidarité
- 185 – Ligue Communiste Révolutionnaire
- 186 – Militant (Association populaire d'entraide)
- 187 – Union des Familles Laïques (UFAL)
- 188 – Mouvement Communiste (Belgique)
- 189 – AFRICA
- 190 – DHKC - Front Révolutionnaire de Libération du Peuple
- 191 – Quaderni Internazionalisti - n+1 (Italie)
- 192 – Parti Communiste International (Le Proletaire)

- 193 – La Commune et Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville (Val-de-Marne)
- 194 – Prométhée - Gauche Communiste du PCF
- 195 – Amis de Pathfinder
- 196 – Maulwurf, Revolutionäre SozialistInnen (Allemagne)
- 197 – International Bolshevik Tendency-Gruppe Spartakus (Allemagne)
- 198 – SOLIDAL (Solidarité Alternative Algérie)
- 199 – Coordination des Comités Palestine Ile-de-France
- 200 – Rassemblement des Auditeurs contre la Casse de France-Culture (RACCFC)
- 201 – Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP)
- 202 – Comité de soutien à Mumia Abu-Jamal et Léonard Peltier
- 203 – Union des Juifs pour la Paix (UJFP)
- 204 – Quaderni Pietro Tresso (Italie)
- 205 – CNT-F et Secteur international
- 206 – Les Amis de Spartacus
- 207 – Courant Syndicaliste Révolutionnaire (CSR)
- 208 – Parti Ouvrier Révolutionnaire (Bolivie)
- 209 – Partido Obrero (Argentine)
- 210 – Circolo Italia-Cuba Gramma (Italie)
- 211 – Onda Rossa (Italie)
- 212 – L'Internazionale (Italie)



Également parmi nous pour animer la fête :
JACQUES THIERRÉE, LE TROUBADOUR DE BARBARIE
L'ORCHESTRE DE JEAN-CLAUDE GOMBAULT et un spectacle permanent sur la scène de la Guinguette

AU STAND AUDIOVISUEL (Place Octobre 17)

Au stand Audiovisuel, sera projeté un nouveau montage vidéo de Lutte Ouvrière « Et les hommes créèrent les dieux » (Durée environ 45 mn)
Horaires détaillés dans le dépliant *Cinéma-Audiovisuel*

Vous trouverez aussi

- Une crèche pour les tout-petits
- Une « place aux jeunes » pour les moins petits
- Un petit camping

Il n'y a pas de camping aménagé à proximité de la fête et le camping sauvage est interdit. Alors nous avons prévu un emplacement. Mais attention : nous ne pouvons offrir à l'intérieur de la fête qu'une place limitée et des conditions de confort assez rudimentaires. Et nous souhaitons réserver cette place, dans la mesure du possible, à ceux qui viennent de loin...

VEZ LE METTRE EN ÉCHEC

Au stand Echecs et Marx, dimanche à 16 heures, Jean-Philippe Karr, maître international (2 376 points ELO) animera une partie simultanée contre 25 joueurs. Avis aux amateurs...

CHIENNE DE FÊTE

Rien n'est prévu dans la fête pour les chiens, pas même un caniveau, et tout le monde doit quand même pouvoir s'asseoir sur les pelouses.

Alors, propriétaires de chiens, merci de surveiller l'animal de près...

Et puis, pour que la fête reste la fête, les pitbulls et autres chiens d'attaque, même muselés, ne peuvent être admis dans l'enceinte de la fête.

« Lutte Ouvrière – Toute la collection »

Sur ce stand, venez feuilleter les numéros de notre hebdomadaire *Lutte Ouvrière* depuis juin 1968 (et de *Voix Ouvrière* de 1963 à 1968).

Vous pouvez aussi vous procurer des brochures d'articles choisis par année et un répertoire des principaux articles de notre journal.

Les vignettes LO

Si vous avez pris des « vignettes » à l'avance, vous bénéficiez d'une réduction de 20 %. Vous pouvez tout payer avec cet argent Lutte Ouvrière, sauf le tabac, payable en euros seulement.

LES CHAPITEAUX SCIENTIFIQUES

■ Sous le chapiteau des expositions

Des expositions

« De la pluralité des mondes habités »
 « Atmosphère, atmosphère... La planète se réchauffe-t-elle ? »
 « Quelle insécurité alimentaire ? »
 « Plantes alimentaires et évolution des sociétés »
 « Les origines de l'Homme »
 « La Bible et ses mythes »

« Les sales guerres coloniales de la France sur le continent africain »
Un planétarium avec visites commentées : « L'astrologie, une croyance irrationnelle »
Projection permanente de vidéos scientifiques
Des diaporamas sur ordinateur
Une librairie consacrée à la vulgarisation scientifique

■ Débats du chapiteau scientifique

Samedi

15 h : **Pierre BODU**, archéologue-chercheur au CNRS :

« L'odyssée de la pierre taillée : réhabilitation des espèces pré-humaines » (illustration par des démonstrations de taille du silex)

17 h 30 : **Sylvie ROYANT-PAROLA**, médecin, vice-présidente de l'Institut de la veille et du sommeil : « Le sommeil en questions ».

19 h : **François WIDEMANN**, physicien et archéologue, directeur de recherche au CNRS : « Science et histoire des civilisations : la physique peut-elle établir des faits historiques ? »

20 h 30 : **Philippe LAZAR**, directeur de recherche et ancien directeur de l'Inserm et de l'Institut de recherche et du développement : « Bioéthique : questionnements partagés ou normalisation insidieuse ? »

Dimanche

11 h : **Marcel MAZOYER**, ingénieur agronome, professeur à l'Institut national agronomique - Paris-Grignon et à l'Université de Paris I : « La crise agricole et alimentaire dans le monde aujourd'hui ».

12 h 30 : **Stéphane VIVILLE**, chercheur

Inserm, à l'Institut de génétique et de biologie moléculaire et cellulaire : « Maladies génétiques et désir d'enfants ».

16 h : **Jacques FOSSEY**, directeur de recherche CNRS, secrétaire général du Syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS) : « L'utilité sociale de la recherche scientifique ».

17 h 30 : **Léonard GINSBURG**, professeur au Muséum national d'histoire naturelle de Paris : « Comment la Terre nous renseigne-t-elle sur son passé ? A la recherche des fossiles : comment les trouver ? Ce qu'ils peuvent nous apprendre du passé de la Terre et du nôtre ».

19 h : **Arkan SIMAAN**, professeur d'histoire et géographie, auteur de livres d'histoire des sciences : « Les aventuriers de la science ou la science au péril de sa vie ».

20 h 30 : **Pascal PICQ**, paléanthropologue, maître de conférences au Collège de France, co-auteur avec Yves Coppens de livres sur les origines de l'homme : « Toumaï, Orrorin, Lucy et les autres : des fossiles autour de nos origines »

Lundi

10 h : **Marc PESCHANSKI**, neurobiologiste, chercheur à l'Inserm : « Thérapie cellu-

■ Sous le chapiteau «Science, on tourne»

«LES GRANDES ÉPIDÉMIES, DE LA PESTE NOIRE AU SRAS»

De la peste noire du 14^e siècle, la plus meurtrière de tous les temps, à l'épidémie actuelle de pneumopathie atypique, en passant par la variole, le choléra, la grippe espagnole et le SIDA, les spectateurs pourront faire le tour, au sens propre, de grandes épidémies qui ont marqué l'histoire de l'humanité.

Débats avec des historiens, écrivains, militants d'associations

Samedi 7 juin

Sous le chapiteau de la place Karl MARX

14 h : **Marcel-Francis KAHN** (membre du Collectif judéo-arabe pour une paix durable au Proche-Orient), **Michèle SIBONY** (co-auteur avec **Michel WARSCHAWSKI** du livre *A contre chœurs*), **Denis SIEFFERT** (co-auteur avec **Joss DRAY** du livre *La guerre israélienne de l'information*), **Olivia ZEMOR** (présidente de la Coordination des appels pour une paix juste au Proche-Orient) : *Une paix juste est-elle encore possible au Proche-Orient ?*

15 h 30 : **Pierre-Jean LUIZARD**, auteur de *La question irakienne*.

18 heures : **François RUFFIN**, auteur de *Les petits soldats du journalisme* et **Pierre RIMBERT** de PLPL (*Pour Lire Pas Lu*) : « Le parti de la presse et de l'argent : comment se fabrique "l'info chloroforme" ? »

19 h 30 : **Jean-Paul GOUTEUX**, auteur de *La nuit rwandaise* : « Un génocide sans importance ? »

A l'espace audiovisuel,

place Octobre 1917

15 h 30 : **Alain RUSCIO**, auteur de *Que la France était belle au temps des colonies*.

18 heures : **Lina DEBRAYE**, secrétaire générale adjointe de la Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés (FNATH) : « Travail et santé »

19 h 30 : **Yves PAGES** et **Charles REEVE**, présentateurs du livre *Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag* : « Comblent l'ignorance à propos de Marinus van der Lubbe »

Dimanche 8 juin

Sous le chapiteau de la place Karl MARX

11 heures : **Simone TASSIMOT** et l'accordéoniste **LE MARQUIS** feront chanter des chansons populaires.

12 h 30 : **Thierry DISCEPOLO**, éditeur de l'ouvrage de **Howard ZINN**, *Une histoire populaire des États-Unis*

13 h 30 : **Jacky HORTAUT** (CGT Crédit Lyonnais), membre du Collectif National Mumia Abu Jamal, **Marc NORGUEZ** (secrétaire

général de la CGT du Livre), **Julia WRIGHT** (COSIMAPP) : « Peine de mort, peine de guerre de la dissidence à la résistance : le combat au long cours de Mumia, Leonard Peltier et les prisonniers politiques aux États-Unis ».

16 heures : **Jean BAUMGARTEN** et l'accor-

déoniste **Christian BASSOUL** font chanter les chants révolutionnaires.

17 h 30 : **Jean-Yves LE NAOUR** et **Catherine VALENTI**, auteurs : « Le combat pour le droit à l'avortement, une histoire politique ».

20 h 30 : **Simone TASSIMOT** et l'accordéon-

DEUX CINÉMAS PERMANENTS

CINÉMA 1

SAMEDI SAMEDI
 13 h ÊTRE ET AVOIR
 SOLEIL
 15 h BOWLING FOR COLOMBINE
 18 h JOUE-LA COMME BECKHAM
 ZÉRO DÉFAUT
 20 h 30 BLOODY SUNDAY
 MAGDALENE SISTERS

DIMANCHE DIMANCHE
 10 h 30 ÊTRE ET AVOIR
 MAGDALENE SISTERS
 12 h 30 LES ROIS DU DÉSERT
 BOWLING FOR COLOMBINE
 16 h LA FOLIE DES HOMMES
 PAROLES DE BIBS
 18 h AMEN 17 h 45 L'ÂGE DE GLACE
 20 h 30 BLOODY SUNDAY
 LUNDIS AU SOLEIL
 21 h 30 JOUE-LA COMME BECKHAM

Dans la nuit de dimanche à lundi, à la nuit tombée, vers 23 h 30
CINÉMA de NUIT EN PLEIN AIR SUR ÉCRAN GÉANT
 PLACE OCTOBRE 17 (à côté du Théâtre de verdure)
 au programme, deux films :
 L'ÂGE DE GLACE - LES ROIS DU DÉSERT

DANS LES FORUMS

Notre fête est le plus important rassemblement de l'extrême gauche. Dans une ambiance détendue et fraternelle, des groupes politiques de France mais aussi venus de nombreux autres pays présentent leurs activités et leurs positions politiques respectives.

Sur des aires spécialement aménagées, ceux qui désirent présenter un sujet de leur choix peuvent le faire. Il suffit pour cela de s'inscrire au stand Direction.

Un dépliant spécial Forums et débats est à votre disposition à l'entrée de la fête et dans tous les stands Lutte Ouvrière.

Alors, si vous voulez connaître les idées des révolutionnaires, défendre votre point de vue, rendez-vous aux forums de la fête.

De nombreux groupes politiques invités participent à notre fête. Ils y disposent d'un stand où ils peuvent défendre leurs idées.

En revanche, pour ne pas transformer la fête en champ de foire, nous leur demandons de ne pas distribuer de tracts, ni vendre leur presse ou interpellier le public ailleurs dans l'enceinte de la fête : ils ont toute liberté pour le faire dans le stand mis à leur disposition.

Nous remercions aussi le public de ne pas encourager ceux qui le feraient malgré tout.

■ Débats au chapiteau politique place de la Liberté

Débats Lutte Ouvrière - Ligue Communiste Révolutionnaire

Samedi à 18 heures : *Anticapitalisme et altermondialisation*

Dimanche à 18 heures : *La situation en France, les tâches et les responsabilités des révolutionnaires*

Débat Lutte Ouvrière - Gauche communiste du PCF

Dimanche à 12 heures : *Les militants communistes dans la période actuelle*

DES EXPOSITIONS POLITIQUES

Dans la fête, plusieurs expositions font le point sur différents problèmes de l'actualité ou du passé en présentant le point de vue de Lutte Ouvrière sur ces sujets. Parmi les thèmes abordés cette année, la politique du gouvernement Raffarin, l'Afrique, le Moyen-Orient, la guerre en Irak, les retraites, le logement, le pétrole, la Russie, Léon Trotsky, etc.

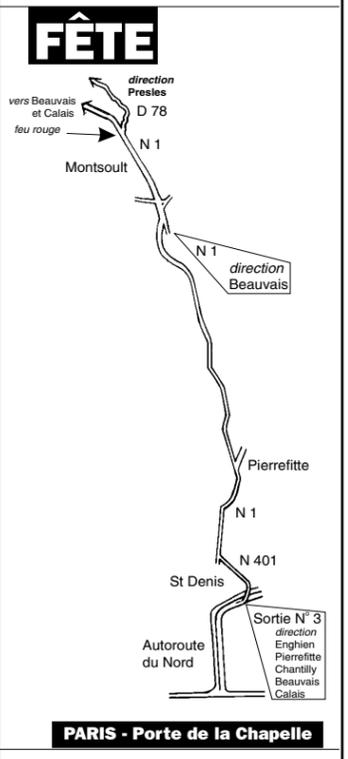
Pour vous rendre à la fête

Navettes d'autocars gratuits entre le métro Saint-Denis-Université (ligne 13) et l'entrée de la fête. Départs toutes les 20 minutes, de 9 heures 15 à 22 heures.

Trains payants de la Gare du Nord (direction Persan-Beaumont par Montsoul-Maffliers) à la gare de Presles, située à 900 mètres de la fête.

En voiture, prendre l'autoroute A 1 à partir de Paris-Porte de La Chapelle, puis la N 1 en direction de Pierrefitte et Beauvais jusqu'à Presles.

ATTENTION, la circulation est difficile dans Presles. Le stationnement unilatéral est impératif, même le dimanche, les autorités pouvant faire procéder à l'enlèvement du véhicule.



La journée du 3 juin

● À Marseille

À Marseille, la manifestation du 3 juin était formée de deux cortèges, l'un avec la CGT et la FSU, l'autre avec FO et l'UNSA, qui, partis de deux endroits différents de La Canebière, se sont rejoints place Castellane.

Les travailleurs des services publics étaient certes nombreux, tels ceux des hôpitaux, de La Poste, des Chèques postaux, des Impôts ainsi que les cheminots et les agents de la RTM (Régie des transports marseillais). Mais ils étaient au coude à coude avec de nombreux groupes de salariés du

privé : Hôpital Saint-Joseph, LIDL, Rivoire et Carret, Lustucru, Escota, Bronzo, SOFTAL-Péchiney, les professions portuaires, CEGELEC, Ascométal, Naphtachimie, Casino...

La grève des bus et du métro était pratiquement totale, à tel point que l'arrivée des cars pour la manifestation a provoqué un énorme embouteillage à l'arrivée de l'autoroute nord dans Marseille, Porte d'Aix. La grève a été reconduite mercredi 4 et paraissait bien suivie.

Des enseignants s'adressant à une entreprise proche disaient : Ferry recule sur nos problèmes, mais le plus important, c'est la réforme des retraites,

et là-dessus, vous le privé, vous avez besoin de nous et, nous le public, nous avons besoin de vous.

Dans le cortège des enseignants, le slogan le plus repris était « *Ni jeunes dans la galère, ni vieux dans la misère, y'en a assez de cette société-là !* ».

Un jeune d'une entreprise de réparation navale regrettait qu'il n'y ait eu un appel que pour quatre heures de grève, disant que « *c'est bidon, ce serait mieux de pouvoir faire la manif jusqu'au bout* ».

Un surveillant de lycée, qui faisait grève pour la première fois, disait que, dans son lycée, ils étaient dix surveillants au



début de l'année et n'étaient plus que deux, une vraie catastrophe, alors si cela s'aggrave encore...

Un médecin scolaire : « *Il y avait plus pour les retraites après la guerre, alors que la société était beaucoup moins*

riche ».

Une banderole remarquait : « *Nous ne prenons pas les élèves en otages. Ils s'en servent de boucliers* ».

Et puis une pancarte : « *L'éducation coûte trop cher ? Essayez l'ignorance !* »

● À Lyon

La manifestation du 3 juin à Lyon, si elle était moins importante que celle du 13 mai, l'était plus que celles des 25 et 27 mai. Et il y avait beaucoup d'ambiance.

Car, si les enseignants formaient toujours une grande partie du cortège, et la plus dynamique, les autres catégories professionnelles étaient nombreuses aussi, en particulier les services publics : les communaux, les territoriaux, l'EDF, La Poste et les Télécoms, les hôpitaux, les transports et la SNCF.

Il y avait aussi des travail-

leurs d'entreprises privées, de la métallurgie (RVI, CIAPEM...), de la chimie (Rhodia, Aventis, ATOFINA...), bien que moins nombreux, et même des grévistes du magasin Le Printemps.

À La Poste, aux Télécoms et dans les hôpitaux, la grève était globalement minoritaire, bien qu'il y ait eu des différences suivant les secteurs, mais des assemblées générales continuent à avoir lieu tous les jours, auxquelles parfois viennent assister des enseignants du même secteur.

Les communaux de Vaulx-en-Velin sont en grève reconductible depuis lundi 2 et ceux de Vénissieux ont

commencé mardi.

Quant à la SNCF, la grève a été presque totale dans beaucoup de secteurs : à la gare de la Part-Dieu, il ne circulait que quelques TGV pour Paris, et dans ces secteurs, la décision a été prise de continuer le mercredi.

À l'assemblée générale des enseignants après la manifestation, l'ambiance était à la poursuite de la grève, car le report à septembre de la décentralisation ne satisfait personne et le témoignage d'un cheminot sur la grève à la SNCF ne pouvait que donner envie de continuer.

Un nouveau « temps fort » avec manifestation était prévu jeudi 5 juin.



● Dans les transports aériens

À la manifestation parisienne du 3 juin, les travailleurs, en grève, des ateliers d'Air France d'Orly, de Roissy et du Bourget étaient environ 300, soit sensiblement le même nombre que le 25 mai. Sur place, la grève a été diversement suivie selon les ateliers et hangars. La DM (centre de maintenance aérienne) de Roissy couvre plusieurs kilomètres carrés, il n'est donc guère facile de joindre tout le monde. Pourtant, aucun tract d'appel n'avait été diffusé avant le lundi 2, à la cantine. Évidemment, cela n'a pas aidé à mobiliser le personnel.

À la DM d'Orly, mercredi 4, une assemblée générale a rassemblé trois cents travailleurs. Il y a été décidé de débrayer une demi-journée, jeudi 5, et d'aller manifester au centre commercial voisin de Belle-Épine et à l'aérogare, ensemble avec des grévistes d'autres secteurs : enseignants d'Athis-Mons, de Choisy, et communaux de Chevilly-Larue, notamment.

À Roissy, ce même mercredi, l'Union locale CGT diffusait un tract pour appeler à un rassemblement au niveau de toute la plate-forme aéroportuaire, mais en s'adressant spé-

cifiquement aux entreprises de sous-traitance.

Au niveau du contrôle aérien, un préavis de grève pour trois jours avait été déposé par la CGT. Cet appel à la grève, non soutenu cette fois par les autonomes, mais auquel la CFDT s'était rallié, a mobilisé de 30 à 50 % du personnel selon les centres de contrôle (un peu moins que le 13). Mercredi, la grève continuait. Au centre de contrôle d'Athis-Mons, près d'Orly, sur deux équipes, personne n'avait prévu d'aller travailler. Comme le gouvernement n'a, cette fois-ci, pas mis en place de procédure de service minimum, même les contrôleurs réquisitionnés n'ont aucune envie de travailler. Même situation dans les centres de Montpellier, Mulhouse, Ajaccio, Marignane.

Jeudi 5, le mouvement devait continuer. À Toulouse, les contrôleurs en grève avaient prévu de participer à l'opération « ville morte » et, à Orly, de se joindre à leurs camarades d'ADP (aéroports de Paris) et d'Air France dans les actions prévues sur l'aéroport.

Correspondant LO

● Saint-Brieuc

Loin de s'essouffler, la manifestation de ce mardi a montré que la grève des personnels de l'Éducation nationale avait des ressources. Plus de 6 000 personnes se sont à nouveau retrouvées dans la rue, moins bien sûr que le 13 mai, où l'on n'avait pas vu autant de monde depuis... la

grève du Joint Français en 1972, mais plus que toutes les autres journées.

Et cette fois, en plus des salariés des autres services publics, un nombre non négligeable venant du privé avait fait le choix de débrayer, et pour beaucoup de manifester.

L'assemblée départementale a, après bilan des assemblées générales locales, voté la reconduction de la grève. Et si

quelques participants faisaient état des difficultés – réelles – rencontrées ici ou là pour maintenir la mobilisation, l'annonce de la reconduction de la grève mercredi par les cheminots, la DDE, les postiers du centre de tri, les impôts... a soulevé à nouveau l'enthousiasme.

Car tous les participants, comme ailleurs, sont bien conscients que l'avenir du mouvement est lié à son élargissement.

Ce samedi-là, un pique-nique était organisé, en commun encore, au lac de la Terrasse. Près de 300 parents d'élèves, ouvriers et grévistes de l'Éducation nationale se sont retrouvés autour d'une exposition rappelant les problèmes de la décentralisation et des retraites, et d'un apéritif offert par l'association de parents d'élèves d'une commune ouvrière. Rendez-vous était pris pour des diffusions, lundi matin, devant toutes les entreprises du secteur, chaque fois attendues par des délégués et des ouvriers prévenus au cours du week-end par l'Union locale. La manifestation du 3 juin devait être massive, chacun l'espérait, et un prélude au démarrage de la grève dans d'autres secteurs que l'Éducation.

d'appeler à y aller, et un tract commun a été rédigé. Depuis, des travailleurs du privé de l'UL participent à nos assemblées générales de secteur, racontant les conditions de travail dans leurs entreprises, nous encourageant à tenir le coup, y compris pour les examens, convaincus eux aussi que c'est le gouvernement qui prend les élèves en otages.

Depuis samedi 31 mai, le tract commun était diffusé sur les marchés, devant les grandes surfaces, aux carrefours, avec les travailleurs du privé volontaires. C'est ensemble aussi que nous avons argumenté face à ceux, très minoritaires, qui traitaient les fonctionnaires de nantis, et que nous avons rappelé que les seuls privilégiés, c'était les patrons !

● À Grenoble

Depuis vendredi 30 mai, dans la région grenobloise, des tracts ont été diffusés en direction des salariés du secteur public comme du secteur privé : les discussions sont faciles et l'accueil souvent chaleureux. Dans la vallée du Grésivaudan, voisine de Grenoble, des contacts ont été pris par les personnels de l'Éducation nationale en grève avec l'Union locale CGT. Cette vallée qui s'étend de Domène à Pontcharra est ouvrière et, depuis une dizaine d'années, de nombreuses entreprises ont fermé ou ont été victimes de réductions d'effectifs.

Tout le monde était d'accord sur le fait que c'était le moment

Chômage

La prétendue stabilisation du chômage

CONTENTS DE PEU !

Au mois d'avril, le chômage n'a augmenté « que » de 0,1 %. 2800 chômeurs de plus, « seulement » : cela suffit pour que l'on parle de « stabilisation », après cinq mois de hausses importantes.

Stabilisation ou pas, 9,3 % de la population active sont, officiellement, sans emploi : 2 370 300 personnes. Et si l'on calcule selon les anciens critères, selon lesquels on restait comptabilisé comme chômeur même en travaillant 78 heures au

cours du mois, la croissance a été de 0,5 % en avril (13 100 chômeurs supplémentaires) et on atteint un total de 2 779 300 sans-emploi.

C'est la somme cumulée de tous ceux qui ont été licenciés, qui n'ont pas trouvé, ou pas retrouvé de travail, qui représente le poids réel et catastrophique du chômage sur la classe ouvrière et sur toute la société.

Raffarin peut bien affirmer qu'il va « se battre pour

retrouver le rythme de croissance » et tabler sur un taux de chômage de 4,5 % en 2010, qui permettrait alors, selon lui, de transférer de l'argent des cotisations chômage aux cotisations retraites. Ce sont des prévisions gratuites pour justifier la poursuite d'une politique antisociale, qui frappe tous les travailleurs, les chômeurs et les retraités.

Vincent GELAS

Grève des médecins urgentistes

LE GOUVERNEMENT RECULE

Début mai, une nouvelle grève des médecins urgentistes a éclaté en région parisienne. Elle a été largement suivie mais n'a que peu perturbé le fonctionnement des urgences, car les médecins ont continué à travailler normalement tout en étant assignés. Le gouvernement a d'abord choisi de ne pas répondre et certains médecins ont envisagé de durcir leur action en refusant les assignations.

Depuis plusieurs années, régulièrement les médecins urgentistes se mettent en grève. Petit à petit ils ont obtenu quelques améliorations des contrats d'une partie d'entre eux et quelques postes supplémentaires, mais cela n'a pas modifié significativement la situation.

Les urgences et le SAMU ont connu ces vingt dernières années des évolutions considérables. Il y a eu de nombreux progrès techniques, notamment dans le domaine de la radiologie et de la biologie. Le personnel a également beaucoup changé, infirmières ambulanciers, médecins sont de plus en plus spécialisés. Tout cela pourrait entraîner une amélioration de la qualité des soins mais la réalité est

souvent une dégradation de celle-ci. Les services d'urgences sont chroniquement débordés. Le lot quotidien des patients est d'attendre plusieurs heures avant d'être examiné et parfois de passer encore des heures sur un brancard avant d'être véritablement hospitalisé. Les effectifs sont insuffisants et il n'y a pas non plus assez de places d'hospitalisation. Les médecins travaillant dans ce secteur font souvent des horaires invraisemblables et leurs contrats de travail sont précaires voire inexistants.

La direction de l'Agence Régionale Hospitalière d'Ile-de-France vient finalement de céder une nouvelle amélioration de contrat et de nouvelles

créations de postes de médecins. Les médecins urgentistes trouvent cela insuffisant mais ont tout de même choisi de mettre fin temporairement à leur mouvement.

Il est probable que ce recul du gouvernement s'explique par leur peur que la grève des urgentistes ne rejoigne et favorise celle du personnel hospitalier. Les urgentistes inscrivent clairement leurs actions dans le cadre plus général de la défense de l'hôpital public. Il est évident pour tous que la situation ne peut devenir correcte aux urgences que s'il y a de nombreuses embauches dans toutes les catégories de personnel et que si on crée de nouveaux lits d'hospitalisation.

Aujourd'hui, le gouvernement préfère céder un petit peu aux médecins urgentistes par crainte d'un mouvement plus large. Ce n'est qu'une modeste victoire mais en même temps cela prouve que la soi-disant fermeté du gouvernement n'est qu'une façade.

Assistance Publique - Hôpitaux de Paris

LA DIRECTRICE VOIT DOUBLE

Un sujet fait parler beaucoup de monde à l'Assistance Publique en ce moment : le salaire de la nouvelle directrice générale, Rose-Marie Van Lerberghe.

Cette dame, nommée en décembre 2002 à ce poste par le Conseil des ministres, vient du groupe Altedia, un groupe privé spécialisé dans la communication sociale. Elle a exigé, lors de sa prise de fonctions, de toucher à peu près la même somme qu'elle percevait dans le privé. Jean-Pierre Mattei, le ministre de la Santé, a plaidé sa cause auprès du ministère du Budget.

Eh bien, elle a été entendue et exaucée : son salaire s'élève à 18 000 euros par mois ! C'est le double du traitement accordé pour ce type de poste dans la fonction publique. En général, en effet, un patron de l'Assistance Publique perçoit le même salaire qu'un directeur d'administration centrale de l'État, autour de 9 500 euros par mois.

Voilà donc cette nouvelle directrice fraîchement débarquée avec 18 000 euros par mois. C'est un traitement qu'on peut comparer, à titre

d'exemple, à celui d'un adjoint administratif qui, après 28 ans de carrière, touche 1 577,06 euros net.

Pas étonnant que cela soit commenté ! Surtout par des temps où on nous dit qu'il faut se serrer la ceinture et que l'État doit faire des économies. Et en prime, il faudrait les croire ?

Quand elle a fait sa tournée des hôpitaux, il y a quelques mois, soi-disant pour rencontrer et connaître les hospitaliers, pas étonnant qu'elle n'ait jamais évoqué cette affaire qui lui tenait à cœur !

D. M.

LES AGRICULTEURS DÉFENDENT LEURS CONDITIONS D'EXISTENCE

Lundi 26 mai, plusieurs milliers d'agriculteurs se sont rassemblés dans diverses villes pour manifester leur opposition aux projets de réforme de la « politique agricole commune » (PAC) qui se préparent à Bruxelles et sur lesquels la discussion commençait, ce même lundi, en conseil des ministres européens de l'Agriculture.

Les agriculteurs craignent en particulier les conséquences du changement de la base de calcul des aides. Il devrait s'effectuer non plus en fonction de la production ou du nombre de bêtes mais en fonction de la surface des exploitations, ce qui ne peut que favoriser les grandes exploitations. Ils protestent également contre la diminution annoncée des aides, entraînée par le plafonnement des crédits alloués à la PAC alors que l'intégration de dix nouveaux pays à l'Union européenne signifie une augmentation importante du nombre de paysans bénéficiaires des aides. La politique de prix bas à la production, alors que les prix à la consommation augmentent, est également dénoncée, en particulier par la Confédération paysanne qui y voit le résultat de « la pression croissante de l'agro-industrie ». Si la baisse des prix permet aux produits des grandes exploitations agro-industrielles et aux chaînes qui les commercialisent d'être compétitifs, elle s'accompagne d'une dégradation importante des conditions de vie de toute une catégorie d'exploitants, petits ou moyens, surtout lorsqu'elle est conjuguée à la baisse des aides.

Contre ces facteurs, parmi d'autres, les agriculteurs ont donc exprimé leur refus d'être les victimes des économies décidées par les institutions européennes. Au fil du temps, celles-ci ont mis

en place un système de réglementations et de soutiens publics qui bénéficie aux plus gros des agriculteurs. Et si, aujourd'hui, avec l'élargissement de l'Union européenne, elles décident de faire des économies et de baisser les aides et primes diverses, on peut être certain que ce sont les plus petits exploitants qui trinqueront.

Dans les rassemblements du 26 mai, probablement préludes à bien d'autres manifestations de colère des agriculteurs puisque la PAC sera réellement réexaminée à partir du 11 juin prochain, tous les manifestants n'étaient certainement pas de petits agriculteurs ou exploitants. Les gros de l'agriculture ne se sont jamais gênés pour descendre dans la rue et devant les préfectures afin de revendiquer des améliorations pour eux-mêmes, tout en prétextant la situation des petits exploitants face aux autorités européennes et au gouvernement français. Mais le fait est que le système de marché, qui règne sur l'agriculture comme sur l'ensemble de l'économie capitaliste, broie sans pitié les plus petits des agriculteurs. Et lorsque ceux-ci protestent pour défendre leurs moyens d'existence face à une poignée de politiciens européens au service des sociétés de l'agro-alimentaire, ils ont bien raison.

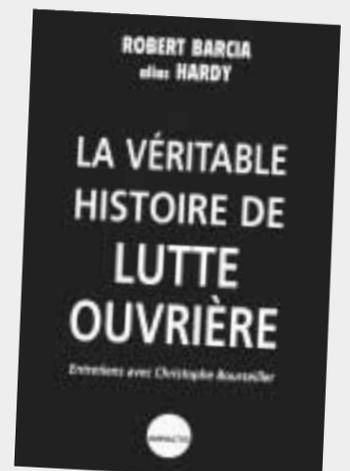
L. P.

En vente en librairie

La véritable histoire de Lutte Ouvrière

Par Robert Barcia, alias Hardy
Entretiens avec Christophe Bourseiller

Editions Denoël Impacts
prix : 17 euros



Irak

DES « BREBIS GALEUSES » ET TORTIONNAIRES À L'IMAGE DE L'IMPÉRIALISME

Depuis la chute de Saddam Hussein, les ministres de Blair n'ont cessé de vanter le « professionnalisme » des troupes britanniques dans la « sécurisation » de Bassora – sous-entendu, par comparaison avec l'impotence des troupes américaines face au chaos qui continue à régner à Bagdad.

Or un colonel, Tim Collins, commandant l'un des deux régiments britanniques à Bassora jusqu'au début mai, a été accusé, peu après avoir été gratifié d'une promotion pour son « efficacité » dans la guerre, d'avoir personnellement brutalisé des prisonniers et des civils irakiens pour leur soutirer des

renseignements. On ne parlait pas encore de torture, mais ça n'a pas tardé. Car à peine une semaine plus tard, des photos, rapportées d'Irak par un jeune soldat en permission, sont venues confirmer la nature des méthodes des forces d'occupation anglaises, en montrant de véritables scènes de tortures

dignes des pires guerres coloniales.

Voilà qui n'arrange pas Blair et ses efforts pour convaincre une opinion publique, toujours aussi hostile à sa politique en Irak, du rôle « humanitaire » et « démocratique » qu'y joueraient les forces d'occupation anglaises. Mais Blair n'a que les hommes qu'il mérite, ou plutôt que mérite sa politique.

Ce Collins, par exemple, une espèce de Rambo galonné sorti tout droit des cercles protestants les plus réactionnaires

d'Irlande du Nord, s'était payé le luxe, en tant que commandant du Royal Irish Regiment, d'assurer à la presse que, grâce à leur expérience acquise en Irlande du Nord, lui et ses hommes se faisaient fort de mater toute résistance populaire à Bassora. Et le fait est que, même si Bassora, tout comme les autres grandes villes d'Irak, continue à avoir son lot de manifestations, cela fait déjà quelque temps que, contrairement à ce qui se passe à Bagdad, aucun soldat des forces d'occupation n'y a été tué – pour l'instant en tout cas.

Il y avait une certaine vérité dans la vantardise de Collins, comme le montre le pedigree du Royal Irish Regiment (RIR). Ses origines remontent aux « B-Specials » des années 1960, une milice de volontaires armés recrutés dans les rangs protestants d'Irlande du Nord par les autorités britanniques pour donner la chasse aux nationalistes irlandais. En 1969, face à la montée du mouvement des droits civiques, les « B-Specials » prirent la tête de pogromes sanglants contre les ghettos catholiques, au point que Londres dut prononcer leur dissolution – mais seulement pour les reconstituer aussitôt dans un Régiment de Défense de l'Ulster (UDR) intégré à l'armée régulière. C'est ce régiment qui a fini par changer de nom, il y a quelques années, pour devenir le RIR.

pas fondamentalement changé. Son recrutement se fait toujours, pour l'essentiel, dans les milieux protestants d'extrême droite d'Irlande du Nord les plus déterminés à en finir avec ce qu'ils considèrent comme la « racaille » nationaliste irlandaise, et plus généralement avec la minorité catholique. Et si le quartier général du régiment a été transféré dans le sud de l'Angleterre, il n'en a pas moins continué, jusqu'à la guerre d'Irak, à être le fer de lance de la répression antinationaliste en Irlande du Nord, où il a eu recours non seulement à la torture mais également à des exécutions sommaires, soit directement, soit en infiltrant des gangs paramilitaires protestants.

Si des milliers de kilomètres séparent l'Irlande de l'Irak, une occupation militaire imposée à une population qui n'en veut pas en vaut une autre. Les dirigeants britanniques qui ont choisi d'envoyer le RIR à Bassora savaient exactement ce qu'ils faisaient. Et les bellistes d'hier qui prétendent aujourd'hui s'étonner, ou s'indigner, des exactions d'un Collins ne sont évidemment que des hypocrites. Les gens comme Collins, et ils sont légion parmi les cadres de la machine de guerre occidentale, sont des rouages bien adaptés à leur fonction, à l'image de ce qu'est la domination impérialiste.

Mais la nature du RIR n'a

François ROULEAU

FAUSSES ET VRAIES RAISONS POUR UNE SALE GUERRE

Cela fait près de trois mois que les États-Unis ont déversé un déluge de feu sur l'Irak, et les fameuses « armes de destruction massive » qui avaient servi de prétexte à déclencher la guerre n'ont toujours pas été trouvées. Et pour cause. Le 29 mai, à mots couverts, un des responsables militaires a laissé entendre que cette raison invoquée n'était qu'un mensonge.

Des armes chimiques, l'Irak en a disposé dans la guerre contre l'Iran, dans les années 1980. Le massacre de la jeunesse des deux pays fut une bonne affaire pour les trusts américains et français de l'armement. En 1988, le rapport d'un sénateur américain précisa que les armes chimiques fabriquées avec l'aide des États-Unis avaient servi également au massacre des populations kurdes, mais ce rapport est resté sans suite. Le massacre d'Halabja, une ville kurde dont environ 5 000 habitants furent gazés par l'armée irakienne, avait été minimisé et mis, à l'époque, sur le compte de l'Iran. A la fin de la guerre du Golfe, quand de nouveaux massacres touchèrent les Kurdes et les Chiïtes, les troupes des États-Unis qui occupaient le cinquième du pays ne bronchèrent pas, laissant faire Saddam Hussein.

Une légende est née, fabriquée par les autorités US et leurs alliés, dont la France, selon laquelle, malgré les destructions de la guerre du Golfe et l'embargo, les armes détenues par le régime de Saddam Hussein pouvaient mettre en péril les grandes puissances qui, elles, sont dotées d'une panoplie d'armes de destruction massive constamment perfectionnées, grâce à des budgets militaires représentant

plusieurs fois le produit intérieur brut de l'Irak.

Au début de cette année, tout ce que la CIA avait apporté comme « preuve la plus solide que l'Irak cachait un programme d'armes biochimiques », c'était la découverte de... deux semi-remorques laboratoires. Ses experts ont admis d'ailleurs n'avoir détecté aucune trace d'un produit mortel dans ces camions, pourtant passés au peigne fin. Une fois la guerre déclenchée, il n'en a plus été question. Ce qui n'empêcha pas les armées américaines et anglaises de procéder à des bombardements massifs et d'utiliser des bombes à fragmentation, extrêmement meurtrières, dont les débris continuent encore à tuer des civils aujourd'hui.

Le secrétaire d'État adjoint à la Défense américain, Paul Wolfowitz, vient de reconnaître que la prétendue menace d'armes de destruction massive n'avait été invoquée que pour des « raisons bureaucratiques ». « C'était la seule raison sur laquelle tout le monde pouvait tomber d'accord », a-t-il expliqué, reconnaissant ainsi à mots couverts qu'il s'agissait d'un mensonge. « On nous a dit que Saddam avait des armes prêtes à être utilisées dans les 45 minutes. Cela fait maintenant 45 jours que la guerre est finie et nous

n'avons toujours rien découvert », a ajouté un ancien ministre anglais traitant le chef du gouvernement, Tony Blair, de « menteur ».

Il est vrai que les dirigeants des grandes puissances ont l'habitude des mensonges les plus éhontés pour dresser les peuples les uns contre les autres ou justifier l'envoi de troupes aux quatre coins de la planète afin d'y consolider leur influence et faciliter les rapines de leurs trusts. Ainsi, il avait été caché à l'opinion que, si elle a dû subir deux guerres mondiales, c'était parce que quelques trusts capitalistes luttaient pour se repartager le monde : les gouvernements invoquaient la « défense de la patrie » ou la « lutte des démocraties contre le fascisme ». Tout comme la guerre d'Algérie n'a jamais officiellement existé : ce n'était qu'une « opération de maintien de l'ordre ».

Il y a eu aussi un autre mensonge que les faits se sont chargés de démentir rapidement : en janvier dernier, le secrétaire d'État Donald Rumsfeld déclarait : « Le pétrole appartient aux Irakiens (...). Dire que nous ferons cette guerre pour le pétrole est une bêtise ». Peut-être pas uniquement « pour le pétrole ». Il n'empêche que, aujourd'hui, les compagnies américaines, notamment pétrolières, ont les pleins pouvoirs dans un pays ravalé au rang d'une colonie qui ne dit pas son nom, et la population irakienne endure de nouvelles souffrances.

Jean SANDAY

LUTTE DE CLASSE N° 73 (mai-juin 2003) est parue

- L'Irak sous l'occupation
- France

La « réforme » des retraites : vers une épreuve de force avec le gouvernement ?

- Brésil

Quatre mois de gouvernement Lula : un bon début pour les capitalistes

- Irlande du Nord

Les méthodes terroristes de l'État britannique

- Tribune de la minorité XV^e Congrès de la IV^e Internationale : vers une cinquième « sui generis » ?

Prix : 1,5 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,46 euro



Le sommet du G8 à Evian

FARCE DIPLOMATIQUE ET HYPOCRISIE

La grand-messe annuelle des chefs d'État du G8, c'est-à-dire des principales puissances de la planète, n'a jamais eu pour but de prendre des décisions – si ce n'est, peut-être, dans les coulisses, et sans qu'elles soient jamais rendues publiques.

Le sommet du G8 qui vient de se tenir à Evian n'a pas fait exception. On y a échangé beaucoup de grands discours et, paraît-il, quantité de cadeaux de valeur. On y a fait assaut de petites phrases bourrées de sous-entendus, accompagnées de poignées de main très médiatisées. En fait de réunion de travail entre des gouvernements qui détiennent entre leurs mains le sort de l'essentiel de la planète, il a surtout ressemblé à une mauvaise farce diplomatique.

En fait, quel qu'ait été son ordre du jour officiel, le rôle principal de ce sommet était de consacrer le raccommodage entre grandes puissances après les tensions liées à l'invasion de l'Irak.

Ce raccommodage avait déjà été largement ébauché par l'adoption à l'unanimité au Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution qui non seulement entérine a posteriori l'agression impérialiste contre l'Irak, mais en plus donne sa caution à l'occupation quasi-coloniale de ce pays par les forces anglo-américaines. Mais le fait que les membres du prétendu « camp de la paix » – France, Allemagne, Russie et Chine – se soient rendus sans conditions (pour autant qu'on le sache) aux exigences de Bush, n'a pas pour autant tari lesdites exigences. Et c'est ce que l'on a vu au cours de ce sommet.

Chirac et Poutine ont eu beau multiplier les gestes de bonne volonté à l'égard de Washington, rien n'y a fait. Bush, fort de la position de force qu'il a désormais acquise, a par exemple annoncé son « Initiative de Sécurité contre la Proliféra-



tion » qui consiste ni plus ni moins en ce que les États-Unis s'arrogent le droit d'arraisonner n'importe quel navire en tout point du globe, sous prétexte de contrôler les exportations d'armes et de matériels susceptibles d'avoir un usage militaire. C'en serait donc fini de l'extraterritorialité dont bénéficient la plupart des mers du globe et, par la même occasion, des petits (et gros) trafics auxquels se livrent les marchands d'armes, français entre autres, qui risqueraient de passer ainsi sous tutelle américaine. Ce qui n'a pas fait plaisir à Chirac, bien entendu.

Comme il fallait bien conclure sur une note positive dans la meilleure tradition diplomatique, tout ce beau monde est quand même tombé d'accord pour prédire une reprise prochaine de l'économie mondiale, maintenant que « l'hypothèque irakienne est levée », et cela alors même que le directeur-général du Fonds Monétaire International reconnaissait que « la fin de la guerre en Irak n'a pas suffi à lever les incertitudes ». Qu'importe, pour ces chefs d'État qui, il n'y a pas si longtemps, portaient encore aux nues la chimère de la « nouvelle économie », la bonne vieille méthode du docteur Coué en vaut bien une autre !

Quant aux vrais problèmes, en particulier celui de la situation de plus en plus dramatique des pays d'Afrique, qui était censé être le principal point à l'ordre du jour, il est passé à la trappe.

Sans doute Chirac s'est-il payé son heure de « bonne conscience » en prenant l'initiative, en tant qu'organisateur de ce sommet, d'inviter pour une journée un certain nombre de chefs d'État du Tiers Monde (notre photo). Il a pu ainsi verser quelques larmes hypocrites sur les malheurs des pays pauvres et même poser lui aussi à l'antimondialiste en accordant son soutien à la proposition du président brésilien Lula de « prélever une partie du sur-

croît de richesse que dégage la mondialisation » pour financer la lutte contre la sous-alimentation. Mais tout cela n'engageait à rien et ne coûtait rien, et c'est bien pourquoi Chirac, Blair et les autres pouvaient se permettre de marquer tant d'enthousiasme.

Parce que, en revanche, lorsqu'il s'est agi de passer aux choses sérieuses, comme par exemple de prendre des mesures efficaces pour organiser la lutte contre le sida qui ravage l'Afrique aujourd'hui, le blocage a été net. On a bien envisagé (pour la nième fois) de dégager des fonds, mais aucune décision ferme n'a été prise. Quant à con-

traindre les trusts pharmaceutiques occidentaux à vendre les médicaments contre le sida à des prix abordables pour les pays pauvres, ou bien à permettre à ces pays de produire ces médicaments à bas prix malgré les brevets qui les couvrent, il n'en a même pas été question. Tant il est vrai que, pour ces représentants patentés du capital, les vies humaines ne valent rien, que ce soit celles des populations pauvres africaines décimées par le sida parce que victimes d'une guerre économique ignoble, ou celles des Irakiens morts sous les bombes d'une guerre d'agression impérialiste.

F. R.

Un camouflet pour le PS

Le Parti Socialiste a voulu faire mine de soutenir les altermondialistes en organisant à Evian un « forum socialiste pour une autre mondialisation », dont François Hollande devait venir clôturer les débats. Et puis il avait prévu que 2 000 militants participeraient à la manifestation avec casquettes noires et rouges et tee-shirts.

La colère de quelques centaines de manifestants contre cette opération parfaitement hypocrite a fait annuler son voyage à Hollande et les militants du PS ont participé à la

manifestation sans aucun signe distinctif, dispersés dans la foule...

Cela n'a pas empêché Hollande d'affirmer avec culot au *Journal du Dimanche*, en parlant de l'anti-G8 : « Nous y sommes à notre place ! N'ont rien à y faire les groupes ultra-violents qui décrédibilisent le mouvement par le recours à la casse. Quant au G8, il n'a ni l'efficacité souhaitable, ni la légitimité nécessaire. C'est un club de riches et de puissants qui émet des vœux et invite parfois à sa table sans

rien changer aux déséquilibres du monde. Nous, socialistes, considérons que c'est désormais à l'ONU et aux institutions internationales de prendre leurs responsabilités face à la mondialisation. »

Bon sang, mais c'est bien sûr : les « déséquilibres du monde » vont sûrement trouver un remède grâce à l'ONU qui, depuis cinquante ans, montre l'efficacité que l'on sait dans les différents conflits qui ensanglantent la planète.

CHIRAC FAIT SA PUB

Le sommet du G8 à Evian, cette réunion des chefs d'État des principales puissances industrielles, placé cette fois sous la présidence française, a surtout été l'occasion pour Chirac de faire pas mal de cinéma.

Bien que ce sommet ait été l'occasion de sceller la fin de la prétendue brouille entre Chirac et Bush, le président français a fait bien hypocritement étalage de ses bonnes intentions, de son esprit d'ouverture, voire de sa volonté de contester le droit des pays les plus riches, au premier rang desquels les USA, d'imposer leur diktat au monde. C'est tout juste s'il ne s'est pas présenté comme une sorte de chef de file des opposants à une mondialisation trop sauvage.

Il a donc organisé, en marge du G8, le G20, en invitant des représentants d'une vingtaine de pays qui n'en sont pas membres, de la Chine au Brésil en passant par des pays africains. Il s'est payé le luxe d'approuver le président brésilien Lula qui a demandé la création d'un fonds mondial contre la faim, de prétendre se préoccuper du développement de l'Afrique, de la lutte contre les épidémies, en particulier contre le sida, de l'accès à l'eau, du réchauffement de la planète, etc.

Evidemment toutes ces bonnes paroles ne seront suivies d'aucun effet concret, si ce n'est le triplement annoncé par Chirac des fonds affectés par la France à la lutte contre le sida, qui ne représenteront cependant que le centième des sommes allouées par les USA...

De toute façon, ni le G20 ni le G8 ne servent aucunement à décider de quoi que ce soit. On y cause de beaucoup de sujets graves mais, quand par extraordinaire une résolution est prise, elle n'est pas suivie d'effet.

La politique des pays les plus riches, dont la raison d'être est de défendre leurs propres capitalistes contre les autres et surtout contre les peuples, ne se décide pas dans ces sommets. D'ailleurs la visite éclair de Bush illustre bien le peu de cas que le principal impérialisme fait de ces réunions.

A l'occasion de ce sommet, comme cela est maintenant la tradition lors de chaque réunion entre représentants des grandes puissances, de nombreuses organisations non gouvernementales, des associations les plus diverses, des organisations anarchistes, écologistes, d'extrême gauche ont appelé à manifester pour contester la légitimité du sommet. Alors que les membres du G8 se réunissaient sous haute protection, des milliers de per-

sonnes se sont ainsi retrouvées pour manifester mais aussi débattre, échanger les expériences, faire entendre leurs revendications, nombreuses et diverses.

Le point culminant a été les manifestations de dimanche, parties d'Annemasse et de Genève, qui ont convergé, réunissant quelque 90 000 personnes selon les organisateurs. Mais pendant plusieurs jours de nombreuses manifestations et événements ont été organisés par les « altermondialistes ». Ils ont mis symboliquement « le feu au lac » en allumant quelque 70 feux tout autour de celui-ci, afin que leur présence ne puisse être ignorée des participants au sommet retranchés à Evian. Plusieurs manifestations ont été organisées en Suisse et en France, dans une ambiance plutôt festive, à peine troublée dans un premier temps par l'irruption de manifestants encagoulés qui ont cassé quelques vitrines. Mais après qu'un manifestant a été grièvement blessé suite à une bavure policière, que des arrestations ont eu lieu, les affrontements entre quelques centaines de manifestants et la police suisse à Genève ont été plus violents, faisant au moins deux nouveaux blessés parmi les manifestants.

Les organisateurs de l'anti-G8, pour leur part, se sont pris au jeu de faire des contre-propositions. C'est ainsi qu'un « Sommet pour un autre monde » a été organisé pendant les trois jours précédant la réunion du G8, avec le même ordre du jour, de façon à pouvoir remettre à temps à Jacques Chirac le fruit de leurs réflexions. Chirac a fait mine d'écouter, tandis que Bush s'est esquivé, mais l'un comme l'autre n'en ont évidemment que faire.

Les manifestants avaient beaucoup de choses à dénoncer, tant l'organisation de la société présente d'aspects inhumains et révoltants. La plupart sont sans doute bien conscients que c'est le capitalisme qui est responsable du fonctionnement aberrant et injuste de l'économie. Mais ce n'est ni la dissolution du G8, ni son remplacement par d'autres rencontres entre les brigands de ce monde qui pourront y apporter remède. C'est bien le capitalisme qu'il faut renverser.

Dominique CHABLIS

S'ATTAQUER VRAIMENT AU SYSTÈME !

L'un des événements marquants du contre-G8 a été l'organisation par l'association ATTAC d'un « tribunal international du libéralisme » qui a jugé cinq accusés : le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, la Commission européenne et le G8. L'ancien président d'ATTAC, Bernard Cassen, faisait office de procureur. Devant 300 personnes, les dénonciations des méfaits du « libéralisme » se sont succédées et, après avoir entendu les avocats de la défense joués par des membres d'ATTAC encagoulés, le tribunal a condamné le FMI, la Banque mondiale, l'OMC à cinq ans de travaux d'intérêt général payés au RMA (Revenu Minimum d'Activité), la Commission européenne à la révision des traités. L'OMC a été en outre placée sous la tutelle de l'ONU. Quant au G8, il a été condamné à être dissous, et Chirac chargé d'appliquer la sentence !

Les dirigeants d'ATTAC, qui se veulent en quelque sorte des mentors idéologiques du mouvement altermondialisation, ont illustré ainsi, certes avec humour, certaines de leurs propositions qu'on ne peut même pas qualifier de réformistes tant elles sont conformistes et

sans rapport avec leur dénonciation des méfaits du système.

D'ailleurs, c'est sans la moindre trace d'humour que Bernard Cassen écrit : « Nous soutenons à juste titre la légitimité internationale incarnée par l'ONU et dénonçons sa violation par George W. Bush, mais nous ne nous faisons pas d'illusions excessives sur le fonctionnement de l'Organisation ». Et la grave question qu'il se pose c'est : « Comment en France soutenir Chirac à l'extérieur en combattant Raffarin à l'intérieur ? Même question encore plus brûlante en Allemagne où le chancelier mène une politique économique violemment contestée par les syndicats ? »

Décidément, il en faut peu à ATTAC pour ne pas être dégoûtée par les brigands qui nous gouvernent : un peu de démagogie anti-USA et les voilà soutenus par les dirigeants d'ATTAC... au moins à l'extérieur !

D'ailleurs le président actuel d'ATTAC, Jacques Nikonoff, n'en fait pas mystère. Voici ce qu'il a déclaré lors d'une interview accordée au *Parisien* du 31 mai : « Le gouvernement Bush n'a qu'un objectif :

américaniser le monde. La grande question de ce sommet est donc la suivante : Chirac et Schröder vont-ils s'aplatir devant Bush ? Ou bien, au contraire, profiter de cette rencontre pour lancer un signe en direction de tous ceux qui, comme nous, pensent que l'Europe doit exister comme sujet politique indépendant, et qu'elle n'a pas à devenir une filiale des États-Unis ? »

Comme guides idéologiques pour une jeunesse qui manifeste sincèrement contre les horreurs que cette société capitaliste fait subir à l'humanité, on fait mieux. Car ils ont besoin d'une perspective autrement enthousiasmante, et autrement efficace, pour que leurs luttes débouchent un jour. Mais certainement pas de s'accrocher aux basques des brigands de seconde zone, sous prétexte de combattre le brigand en chef, ou d'en appeler à cette caverne de brigands qu'est l'ONU. Il faut se débarrasser pour toujours de cette société malade et contribuer à en construire une autre, débarrassée de l'exploitation et de l'oppression. Cela s'appelle le communisme !

D. C.

... et le G8 d'en bas.



Russie

POUTINE ET SON G8

Après les fastes du tricentenaire de Saint-Pétersbourg, les « grands » de ce monde ont rejoint Evian, où la Russie était pour la première fois intégrée à part entière au sommet des grandes puissances industrielles de la planète.

Ce que l'on appelait le G7 (les « 7 Grands » : USA, Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Canada, Italie) a donc cédé la place au G8. Mais sans que cela change grand-chose quant à la situation réelle de la Russie.

Parce que les États impérialistes ont besoin d'elle pour maintenir « l'ordre mondial » en ex-URSS, ils lui reconnaissent un statut de grande puissance. Mais son produit intérieur brut (ce PIB censé refléter la richesse produite par un pays) est inférieur au seul budget militaire américain. Et alors que les États du G7 concentrent 66 % du commerce mondial, la Russie n'en représente que... 0,6 %. Douze ans après que l'Union soviétique a disparu, et avec elle le monopole étatique du commerce extérieur, la levée de cet obstacle n'a pas conduit à une plus grande intégration du pays dans les échanges mondiaux. Le volume des échanges de la Russie avec l'extérieur a même reculé par rapport à son niveau d'il y a douze ans.

POUTINE ET LE (MAUVAIS) ÉTAT DE LA RUSSIE

Cela ne fait que refléter l'effondrement de l'économie, et surtout de la production, qu'a provoqué la fin de l'URSS, sans que les dernières années, présentées comme celles d'un regain, aient changé la situation. Plus le temps passe et plus les échanges de la Russie avec le monde, et d'abord avec l'Occident, ressemblent à ceux des pays appauvris par le pillage impérialiste. Outre la fuite continue des capitaux, ce qui sort de Russie, ce sont des matières premières (gaz, pétrole, métaux, bois). Ce qui y pénètre, ce sont des produits occidentaux pour qui peut se les offrir. La grande majorité de la population, elle, n'a droit qu'aux produits de basse qualité que les trusts occidentaux font fabriquer à bas coût dans le Tiers Monde. Pas même dans cette Russie appauvrie par les « réformes », où les grands groupes occidentaux sont bien plus réticents à investir que

partout ailleurs, comme le président russe Poutine vient de le rappeler.

À la mi-mai, dans son « adresse à la nation », Poutine a redit que la production stagne, que « l'embellie » qui aurait suivi le krach financier de 1998 a fait long feu. « Les résultats économiques que nous avons atteints, a-t-il dit, restent très, très modestes » ; « La croissance économique reste instable ». Car les nantis locaux continuent à préférer que la majeure partie de ce qu'ils volent, détournent ou retirent de leurs entreprises en Russie soit investie ailleurs, en Occident, dans les banques, dans l'immobilier ou en actions. Quant à la population, Poutine ne lui a rien appris en reconnaissant « qu'un quart des citoyens a des revenus inférieurs au minimum vital ».

Chaque année depuis que la présidence russe a décidé de copier le « discours sur l'état de l'Union » des présidents américains, c'est toujours un peu le même refrain : le constat dressé par Poutine aurait pu l'être par son prédécesseur, Eltsine, il y a cinq ou huit ans.

UN PRÉSIDENT FORT... AFFAIBLI ?

Si Poutine a encore moins que d'habitude cherché à enjoliver le tableau, c'est qu'en Russie les élections approchent : législatives en décembre, présidentielle en mars 2004. Or, les sondages donnent le parti présidentiel en recul, sinon perdant. La réélection de Poutine n'ayant rien d'acquis, il a choisi de charger ses ministres.

En effet son gouvernement est notoirement dirigé par des gens d'autres clans de la haute bureaucratie que celui de Poutine. Tel est le cas du Premier ministre, un homme de la « Famille », le clan d'Eltsine. Même chose pour le chef de l'Administration présidentielle, une sorte de gouvernement-bis.

Ces grands clans, avec lesquels Poutine a dû composer, sont en concurrence avec ce président qui veut imposer son propre pouvoir et, lors de la présidentielle, ils pourraient lui chercher un remplaçant plus accommodant. Quoi que prétende Poutine, le rétablissement de l'autorité de l'État central s'inscrit plus dans les discours officiels que dans la réalité. La lutte entre les clans de la bureaucratie, qui ont fait main basse sur les rouages de l'État et sur les grands secteurs de l'économie lors de la disparition de l'URSS, n'a ni cessé,

ni guère perdu en intensité. Bien que plus masqué que sous Eltsine, l'affaiblissement du pouvoir central perdure.

DES CACHE-MISÈRE DORÉS

Voilà pourquoi Poutine a voulu donner un tel retentissement au 300^e anniversaire de la fondation de Saint-Pétersbourg, la « capitale du Nord » comme on dit en Russie, se présentant en continuateur du fondateur de la ville, Pierre 1^{er}, dit le Grand, qui voulut faire entrer la Russie dans le monde civilisé d'alors en l'arrachant à son arriération. Les reportages dont on nous a abreuvés ont d'ailleurs évité de rappeler qu'il employa pour cela des méthodes barbares à grande échelle. Entre autres, il extermina les peuplades finnoises habitant la région de sa future capitale, puis fit périr à la tâche des milliers de paysans réquisitionnés pour drainer les marais de ce coin du golfe de Finlande et y construire une ville.

Mais il en faudrait plus pour gêner Poutine, bourreau de la Tchétchénie et ancien haut officier du KGB, cette police politique de sinistre mémoire. Quant à ses hôtes illustres venus fêter Saint-Pétersbourg, les Bush, Chirac, Blair, Schröder et compagnie, ils n'ont pas eu le mauvais goût de faire même semblant de s'en offusquer. Un communiqué commun Union européenne-Russie a même donné acte à Poutine de sa prétendue lutte contre le terrorisme et approuvé sa récente mascarade de référendum en Tchétchénie.

Poutine essaiera bien sûr de se prévaloir auprès de sa population de ce pré-sommet du G8, tenu en présence du gratin du monde dit civilisé. Que cela fasse réellement illusion en Russie, c'est une autre affaire. Même à Saint-Pétersbourg, les feux d'artifice et les dorures des palais restaurés pour l'occasion apparaissent comme de la poudre aux yeux, des cache-misère ô combien transparents. Depuis des

semaines, les pauvres, les mendians avaient été chassés du centre-ville. Les palais, où logeaient certains invités de marque, avaient été refaits, certains monuments historiques aussi ; tout comme les artères empruntées par les convois officiels. Là où le temps et l'argent ont manqué, d'énormes publicités cachaient les façades d'immeubles décrépits. Partout ailleurs, malgré les promesses d'Eltsine puis de Poutine, on n'a évidemment rien fait.

Ainsi, un demi-million d'habitants des quartiers Nord-Est de la ville sont privés de métro depuis huit ans qu'une ligne a été envahie par les eaux, sans que l'on sache si les travaux de réparation auront lieu un jour. Mais les Bush, Chirac et Poutine ne prennent pas le

métro. Et puis, les autorités et leurs amis « entrepreneurs », qui ont déjà deux fois détourné les fonds destinés à ces travaux, ne demandent qu'à recommencer.

Quant au reste de la Russie, sa population a de bonnes raisons de considérer que les milliards du tricentenaire ont été gaspillés, alors qu'ils auraient pu servir à des dépenses utiles à tous. Mais il y en a tellement, et qui attendent depuis si longtemps malgré leur urgence, que les autorités n'avaient sans doute rien de plus pressé que de consacrer cet argent à des dépenses somptuaires où, bien entendu, des proches du pouvoir auront trouvé une nouvelle occasion de se remplir les poches.

Pierre LAFFITTE



Le régime puise son inspiration dans la « Grande Russie ». Ici une statue récente de Pierre-le-Grand, haute comme un immeuble de 15 étages, érigée à Moscou.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

L'IRAK, ENJEU ET VICTIME DES GRANDES MANŒUVRES DE L'IMPÉRIALISME

Exposé du Cercle Léon Trotsky du 8 novembre 2002

Exposé du Cercle Léon Trotsky du 31 janvier 2003

50 ans après la mort de Staline, 15 ans après la Péroïka, 11 ans après la fin de l'URSS

OÙ VA LA RUSSIE ?

Exposé du Cercle Léon Trotsky du 25 avril 2003

Prix : 1,5 euro par brochure. Envoi contre quatre timbres à 0,46 euro